

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PLÉNIÈRE

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 17E, 18E & 19E SÉANCES PLÉNIÈRES - MATIN,
APRÈS-MIDI & SOIR

Assemblée générale: les pays africains, hôtes d'une mission de l'ONU, font état des défis dans leur progression vers la paix

La République centrafricaine, le Mali, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo et le Maroc, hôtes d'une opération de maintien de la paix de l'ONU, ont fait part aujourd'hui, au quatrième jour du débat général de l'Assemblée générale, de leur progression vers la normalisation et pour certains, des défis qui restent à relever. À ces États, il faut ajouter Haïti qui a parlé du processus électoral en cours.

Aujourd'hui, la République centrafricaine a retrouvé « la stabilité et la légalité constitutionnelle », a affirmé son Président. M. Faustin Touadera a tout de même prévenu que la situation reste encore fragile, l'impératif consistant à appliquer très rapidement le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration (DDRR) et la réforme du secteur de la sécurité, avec le concours de la Mission de l'ONU (MINUSCA). Le Président s'est dit déterminé à rassembler les Centrafricains autour d'un projet de reconstruction de l'État afin qu'ils deviennent « maîtres de leur destin et du développement du pays » et a plaidé pour la levée de l'embargo sur les armes « qui ne se justifie plus aujourd'hui en cette ère nouvelle de reconstruction nationale »

Au Mali aussi, les hostilités ont cessé entre le Gouvernement et les mouvements signataires, 15 mois après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, a déclaré le Président malien. M. Ibrahim Boubacar Keita a néanmoins reconnu, qu'en dépit des efforts déployés par les parties signataires de l'Accord, le processus de paix reste confronté à de sérieuses entraves liées aux activités des groupes terroristes dans les régions du nord. Il s'est donc réjoui de l'identité « parfaite » de vue qui s'est dégagée, ce matin même, à la Réunion de haut niveau sur le Mali sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord et surtout « l'impérieuse nécessité » de corriger les lacunes qui subsistent en termes des capacités opérationnelles de la Mission de l'ONU (MINUSMA). Il a appelé à la coopération entre États pour mutualiser les efforts et neutraliser l'hydre du terrorisme et ses avatars que sont Daech, AQMI, Boko Haram, Al Chabab, Ansar Eddine, le MUJAO ou Al Mourabitoune.

Il est essentiel de travailler ensemble pour régler ces questions pressantes, a conseillé le Vice-Président du Soudan du Sud, M. Taban Deng Gai, qui n'a pas démenti l'optimisme

ambiant. « Je suis ici pour vous dire que, cette fois-ci, nous sommes plus que jamais déterminés à faire avancer le pays vers la paix et le développement », a-t-il dit, parlant d'une situation sud-soudanaise « stable et pacifique » où le Gouvernement fonctionne et où la vie revient à la normale. Le Vice-Président, dont le pays est l'hôte de la MINUSS, en a tout de même profité pour mettre en garde contre « les postures de supériorité ou de paternalisme, déguisées en promotion de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté et de la justice » et qui peuvent aisément conduire à des crises graves, parce que notre « Organisation mondiale » échoue à écouter ou refuse d'écouter l'avis de ceux qui viennent des pays où elle veut justement améliorer la situation.

C'est donc « de la manière la plus solennelle », que le Ministre des affaires étrangères de la RDC, a réaffirmé qu'en dépit du retard enregistré dans leur préparation, les élections générales initialement prévues pour la fin de cette année seront « bel et bien » organisées, aussitôt que les conditions techniques le permettront. Il a insisté sur le fait que c'est pour parvenir, « ensemble et de manière consensuelle », à relever les défis électoraux, dont l'enregistrement de 14 millions de nouveaux électeurs, que des représentants de la majorité présidentielle, de l'opposition politique et de la société civile sont réunis depuis un peu plus de deux semaines, dans le cadre du Dialogue politique national inclusif. Ce Dialogue devrait donc bénéficier du soutien de tous et ceux des acteurs politiques qui n'y participent pas encore, être encouragés à le faire. S'il a prôné auprès des responsabilités politiques de la majorité et de l'opposition un dialogue « large et inclusif » pour éviter l'escalade et se mettre à la hauteur de la RDC et de son peuple, le Ministre des affaires étrangères de la Belgique, M. Charles Michel a lancé une mise en garde: « Ne vous voilez pas la face. Le seul chemin pour la stabilité, c'est une date certaine pour des élections honnêtes et crédibles, et cela le plus rapidement possible ».

Sans des élections générales honnêtes, il est vain d'espérer une transition politique paisible, a acquiescé le Président d'Haïti où le rendez-vous électoral est fixé dans deux semaines. M. Jocelerme Privert, a prévenu que les nouveaux dirigeants auront besoin d'un « puissant élan de solidarité » pour sortir le pays du sous-développement, entreprendre la tâche « colossale » de redressement et de modernisation socioéconomiques et injecter les investissements massifs dans les infrastructures, les ressources humaines, la protection de l'environnement et la consolidation de l'état de droit.

Le Président en exercice a salué le travail effectué depuis 12 ans par la Mission de l'ONU (MINUSTAH) et a dit avoir pris note « avec le plus haut intérêt » des déclarations du Secrétaire général de l'ONU sur les deux situations qui rendent l'Organisation « inconfortable »: l'introduction du choléra en Haïti et les « multiples » abus sexuels perpétrés par les Casques bleus. « Pour réconfortantes qu'elles soient, les bonnes intentions ne suffisent pas », a-t-il commenté, en appelant à un appui « concret et efficace ». Si l'Organisation a effacé son échec « honteux » à reconnaître son rôle « indiscutable » dans le déclenchement de l'épidémie de choléra en Haïti, elle refuse toujours aux victimes une indemnisation, en se cachant derrière son « immunité », s'est emporté le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Toujours à propos de l'ONU, le Ministre congolais des affaires étrangères a parlé de la Mission dont son pays est l'hôte, la MONUSCO. Il a dit compter sur le dialogue stratégique avec l'Organisation pour parvenir à une réduction progressive des effectifs et à la transformation subséquente de la Mission.

Plus de trois décennies après avoir quitté ce qui s'appelait alors l'Organisation de l'unité africaine pour protester contre l'admission du Sahara occidental, le Maroc, hôte de la MINURSO, a annoncé son intention de rejoindre l'Union africaine. Son Ministre des affaires étrangères, M. Salaheddine Mezouar, a réaffirmé que son pays gère « avec beaucoup de sérieux » les appels du Conseil de sécurité visant à trouver une solution politique au différend régional concernant le Sahara occidental. Il a manifesté la disposition de son pays à continuer d'œuvrer

avec l'ONU pour trouver une solution négociée qui permettrait toutefois de maintenir l'intégrité territoriale du Maroc et la stabilité de la région.

L'Assemblée générale poursuivra son débat demain, samedi 24 septembre, à partir de 9 heures.

Suite du débat général

M. BUJAR NISHANI, Président de l'Albanie, a expliqué que son pays accordait la plus haute importance au renforcement du lien entre développement et sécurité, convaincu que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 servira de cadre de référence en la matière. Il a ajouté que l'Albanie avait été un pays leader dans l'élaboration des indicateurs relatifs à l'objectif 16 sur l'accès de tous à la justice et la mise en place à tous les niveaux, d'institutions efficaces, responsables et ouvertes. La bonne exécution du Programme et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat donneraient aux générations futures les moyens de vivre dans un environnement plus sain et équilibré, d'avancer sur la voie « exaltante » du développement et de la consolidation et du maintien de la paix. L'Albanie, a-t-il indiqué, a pris l'engagement de réduire ses émissions de CO2 de 11,5% d'ici à 2030.

M. Nishani a souligné que son pays mettait tout en œuvre pour contribuer, au niveau régional, à la résolution de la crise des migrants, de manière coordonnée, « humaniste » et respectueuse du droit international. Rappelant que l'Albanie est candidate à l'entrée dans l'Union européenne, il a noté qu'en attendant l'ouverture de négociations officielles, son pays appuie toutes les politiques et normes de l'Union européenne, y compris celles relatives à la démocratisation de la vie politique et au développement de l'état de droit. Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme international, le Président a réaffirmé l'appui sans faille de son pays au Plan d'action du Secrétaire général sur la prévention de l'extrémisme violent et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui, notamment, demandent aux États de s'attaquer, dans le respect du droit international, au problème des combattants étrangers et au financement des organisations terroristes.

Enfin, M. Nishani a insisté sur le fait que l'Albanie soutient la participation du Kosovo à toutes les activités de coopération multilatérales, régionales et internationales. Nous continuerons à encourager un dialogue constructif entre le Kosovo et la Serbie sous l'égide de l'Union européenne ainsi que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et son intégration dans les organisations régionales et internationales, a-t-il dit.

« Un tour d'horizon du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui dénote un tableau qui n'incline pas toujours à l'optimisme », a déclaré M. ALPHA CONDÉ, Président de la Guinée. L'Afrique, a-t-il dit, qui est le continent ayant la population la plus jeune au monde et comptant les pays les plus vulnérables, mérite une attention particulière dans la mise en œuvre de « l'agenda de développement 2030 ». Conscient du changement de modèle économique que doit opérer le continent africain, le Président a néanmoins prévenu que ce changement ne peut se faire sans un accès durable à l'énergie « qui reste un défi que l'Afrique peut et doit relever pour accélérer son développement ». Aujourd'hui encore, s'est-il impatienté, 7 Africains sur 10, soit 700 millions de personnes, n'ont pas accès à l'électricité. Il a donc attiré l'attention sur le plan « robuste » d'électrification du continent grâce aux énergies renouvelables permettant de passer de 25 à 80% d'accès à l'énergie en 10 ans. Un fonds a été créé pour ce faire et en sa qualité de porte-parole de l'Afrique pour les énergies renouvelables, le Président de la Guinée a lancé un appel à la communauté internationale, notamment aux institutions financières internationales, pour accompagner le continent dans des objectifs qui permettront de bâtir une Afrique « forte, respectueuse de ses engagements en faveur de la protection de l'environnement et précurseur du développement durable ».

Mais, a reconnu le Président, le développement ne peut être durable sans la paix et la stabilité. Convaincu que le terrorisme peut être vaincu par des moyens militaires, il a tout de

même estimé qu'il ne peut être prévenu et contenu que par des investissements socioéconomiques conséquents, permettant de juguler les facteurs de radicalisation. La Guinée, a-t-il rappelé, qui a déployé un bataillon de Casques bleus au Mali, a payé un lourd tribut avec la perte de neuf soldats en moins d'un an. Le Président a demandé un cadre légal pour doter les Nations Unies des compétences renforcées en matière de contre-terrorisme. La résurgence des crises au Burundi, au Soudan du Sud et en Guinée-Bissau, a-t-il aussi estimé, nous rappelle l'impérieuse nécessité de mettre l'accent sur la prévention et la médiation. Il s'est félicité que les chefs d'État africains aient décidé lors du dernier Sommet de l'Union africaine de rendre opérationnel le Fonds pour la paix, qui vise notamment à promouvoir la diplomatie préventive et la médiation.

La Guinée qui est inscrite, à sa demande depuis 2011, à l'agenda de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, estime également que la résolution de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur le dispositif de consolidation de la paix lui offre l'occasion de réévaluer la nature et la portée avec la Commission en vue de la remettre en phase avec ses besoins. Le Président a en effet indiqué qu'après la proclamation de la victoire sur le virus Ebola le 29 décembre 2015, le chemin du relèvement reste long car l'épidémie a éprouvé toutes les composantes de la société guinéenne et toutes les activités économiques du pays. Aussi, la Guinée, qui a élaboré sa stratégie de relèvement post-Ebola, invite-t-elle les partenaires à matérialiser leurs promesses. En dépit de l'épidémie, a conclu le Président, le peuple de Guinée a su faire preuve de résistance et d'une solidarité remarquable qui ont permis la poursuite de nombreuses réformes visant le renforcement de l'état de droit, l'avènement d'un cadre propice aux investissements et une gouvernance inclusive. Après une longue période de rigueur budgétaire, la Guinée vient de conclure sa huitième et dernière revue avec le Fonds monétaire international (FMI).

M. ISSOUFOU MAHAMADOU, Président du Niger, a d'emblée prévenu que notre capacité de réaliser les objectifs de développement durable dépendra aussi de notre capacité à faire évoluer les conditions politiques et économiques aux niveaux national et international et à honorer les engagements pris à la Conférence de Paris sur les changements climatiques. Il est évident, a estimé le Président, que le fonctionnement de l'économie mondiale doit être profondément réexaminé. Il a appelé à un équilibre entre le capital financier spéculatif et le capital industriel, pour une orientation plus massive des capacités vers l'économie réelle. Les mesures internationales d'appui à la promotion des investissements étrangers directs dans les pays les moins avancés (PMA) constituent un sujet important dont il conviendrait d'accélérer la mise en œuvre, a estimé le Président. L'opérationnalisation en 2017 de la Banque de technologies pour les PMA sera un instrument précieux pour la promotion des infrastructures, la diversification des productions, et la création de valeur ajoutée indispensable à la génération et au relèvement de revenus des populations de ces pays.

La réforme du système financier international, la création de nouvelles possibilités d'accès à des sources de financement et l'établissement d'un cadre adéquat pour la restructuration de la dette souveraine sont autant de mesures indispensables à la consolidation des capacités des pays en développement de financer leur développement durable. Le Président a aussi noté que si la part des pays africains dans le commerce mondial augmentait de 1% cela représenterait un revenu supplémentaire annuel de 200 milliards de dollars, soit cinq fois le montant de l'aide au public au développement (APD) dont bénéficie le continent. L'Afrique se doit aussi de développer le commerce interafricain qui est estimé à seulement 10% de ses échanges.

Sur le plan politique, le Président a appelé à la réforme du Conseil de sécurité, plaidant pour que les pays les plus concernés, notamment les pays voisins des pays en conflit, soient associés au processus de règlement desdits conflits. Engagé dans une guerre sans merci contre le terrorisme et la protection de son territoire, la Guinée, a poursuivi son Président, juge indispensable de revoir les mandats de certaines missions des Nations Unies pour les rendre offensifs afin de mieux protéger les civils. Au Niger où la secte Boko Haram mène des incursions régulières, on compte 167 000 déplacés et une centaine de milliers de réfugiés,

exposés à des risques de famine et d'épidémies ainsi que plus de 18 000 enfants privés d'écoles. Il est donc urgent, s'est impatienté le Président, de stabiliser la Libye et le Mali, d'y neutraliser les terroristes, et d'appuyer la force mixte multinationale qui opère dans le bassin du Lac Tchad contre Boko Haram. Le Président a conclu en soulignant que son ambition est de laisser aux Nigériens un pays radicalement transformé où les institutions démocratiques seront plus fortes, où la lutte contre la corruption aura progressé, où les inégalités auront reculé et la classe moyenne sera renforcée. « Bref un Niger résolument engagé dans la réalisation des objectifs de développement durable. »

M. FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA, Président de la République centrafricaine, a remercié la communauté internationale pour « son soutien inestimable » à son pays « qui a retrouvé la stabilité et la légalité constitutionnelle aujourd'hui ». Il a aussi rendu hommage à l'action de l'ONU qui a déployé des forces internationales qui œuvrent à la sécurisation et la consolidation de la paix en République centrafricaine (RCA). La RCA vient de renouer avec le processus démocratique, mais la situation reste encore fragile, a-t-il indiqué. Il a fait part de son ambition de rassembler les Centrafricains autour d'un projet de reconstruction de l'État afin qu'ils deviennent maîtres de leur destin et du développement de leur pays. Ainsi, le Gouvernement a établi des priorités qui se regroupent sous la forme de piliers; la paix et la sécurité, la réconciliation nationale, la réforme de l'administration, la relance économique, la justice et les droits de l'homme.

Il s'agit, en matière de paix et sécurité, d'appliquer rapidement le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration (DDRR). Pour réformer le secteur de la sécurité, le Président a appelé les partenaires de la RCA à se mobiliser pour le financement de ce volet au cours de la prochaine conférence de Bruxelles prévue le 17 novembre prochain. En outre, le Gouvernement centrafricain a engagé, avec le concours de la communauté internationale, des actions pour assurer la présence des pouvoirs publics sur l'ensemble du territoire et garantir la paix et la sécurité. De même, des mesures d'urgence ont été prises en vue de la refondation des Forces armées centrafricaines (FACA). Pour y parvenir, il a plaidé pour la levée totale de l'embargo sur les armes imposé à la RCA, laquelle ne se justifie plus aujourd'hui, a-t-il estimé. Il a également parlé des mesures en vue de renforcer le secteur de la justice, afin de lutter contre l'impunité, et pour relancer l'économie du pays. Il a appelé à l'accompagnement de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux du pays afin de mener à bien ces divers chantiers.

M. Touadera a par ailleurs fait part de la volonté de la RCA de réaliser les objectifs de développement durable de manière participative. Le Gouvernement a déjà engagé la préparation du Programme de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA). Ce Programme comprend des actions d'assistance humanitaire, de relèvement précoce et de développement, et ses trois axes d'intervention sont la paix, la réconciliation et la sécurité; le renouvellement du contrat social entre l'État et la population; et le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Le Président s'est ensuite réjoui de l'engagement des États Membres à privilégier une solution plus humaine à la question des migrants et des réfugiés. En RCA, des solutions durables pour le retour des populations déplacées à l'intérieur comme hors du pays sont à l'étude.

Il n'est pas juste que l'Afrique paie plus de prix alors qu'elle n'est que victime, a-t-il dénoncé en évoquant la question des changements climatiques. Il a demandé à la communauté internationale de mettre en place un mécanisme adéquat pour soutenir l'Afrique. Il a insisté pour que les engagements pris lors de la Conférence de Paris sur le climat soient respectés.

« Quatrième Président à accéder à la Magistrature suprême de l'Union des Comores par des élections libres, démocratiques, et transparentes, dont les résultats ont été reconnus par la communauté internationale », M. AZALI ASSOUMANI a espéré l'accompagnement postélectoral de la communauté internationale et de tous les partenaires dont le système des Nations Unies pour consolider la stabilité de son pays, préserver les acquis de la démocratie et de l'état de droit

et réussir le développement socioéconomique. Parmi ses appels à la communauté internationale, le Président a souligné qu'il appartient à l'ONU, « donc à nous tous », de prendre des mesures immédiates pour endiguer les fléaux déstabilisateurs de la violence, résultat de l'extrémisme et du fanatisme de tout bord. Le terrorisme n'a pas de frontières, a-t-il insisté, ajoutant que les terroristes ne sont ni musulmans, ni juifs, ni chrétiens, ni animistes. Ils n'appartiennent à aucune religion, à aucune civilisation. « Ce sont des barbares ».

Jugeant urgent que l'ONU trouve enfin une solution au conflit israélo-arabe, le Président a fustigé « l'arrogance de ceux qui, à cette même tribune, viennent défier le monde auquel ils s'adressent et narguer notre Organisation commune qui a pourtant reconnu, depuis près de 70 ans, l'État au nom duquel ils s'expriment ». Il s'est dit persuadé qu'un règlement du conflit israélo-palestinien serait un catalyseur à celui des autres crises au Proche-Orient.

Le Président a aussi voulu attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité de faire la différence entre les migrations et le déplacement des populations sur leur propre territoire. L'Union des Comores, dont la souveraineté a été reconnue par l'Assemblée en 1975 sur un ensemble de quatre îles, connaît, comme d'autres pays, des mouvements de population à l'intérieur des îles et entre elles, y compris l'île de Mayotte, encore sous Administration française. Ces déplacements, a déploré le Président, se transforment hélas, en drames quotidiens et causent chaque année, chaque mois, des centaines de morts, dans le bras de fer entre les trois îles et Mayotte, et « dans l'indifférence de la communauté internationale ».

La question de « l'île comorienne de Mayotte », à laquelle l'Assemblée générale a consacré pas moins de 15 résolutions depuis 1977, reste d'actualité. Le Président a espéré qu'une solution sera trouvée en parfaite harmonie entre les Comores et la France, « deux pays qui ont un contentieux mais qui sont pourtant restés amis et partenaires de longue date ». C'est par un dialogue franc, intelligent et respectueux des intérêts des uns et des autres « et surtout » du droit international, que nous parviendrons à épargner aux jeunes générations de Comoriens et de Franco-Comoriens, une situation sans issue et les préserver de la radicalisation et de l'extrémisme qui minent et déstabilisent de nombreuses régions du monde, a prévenu le Président.

M. Azali Assoumani a conclu en appelant à une ample réforme de l'ONU, pour notamment permettre à l'Afrique de disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité. Il a aussi annoncé que son pays, qui a signé l'Accord de Paris sur le climat, soumettra sa ratification lors d'une session parlementaire qui se tiendra le mois prochain.

M. ABDRAHMAN MANSOUR HADI MANSOUR, Président du Yémen, a assuré que le Gouvernement yéménite est tout à fait opérationnel, et que « le schéma destructeur des Houthis, appuyés par l'Iran, n'a aucune chance de réussir ». Il a expliqué que dans la guerre qui secoue son pays, le camp républicain n'a pas tiré en premier et que c'est le peuple qui avait lui-même entrepris de déposer l'ancien Président Ali Abdallah Saleh en 2011. Il a accusé les milices houthies d'avoir plongé le pays dans le chaos en prenant les armes pour marquer leur rejet des résolutions de sortie de crise, lesquelles avaient été élaborées par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Malgré cet état de fait, il a dit ne pas être animé par un esprit de revanche, faisant part de sa volonté de tendre la main à tous les Yéménites pour la reconstruction du pays. Mais pour que la paix revienne, il faut que le coup d'État prenne fin et que les milices déposent les armes afin que le processus politique puisse conduire à l'organisation d'élections libres.

Le Président a aussi rappelé que le Yémen souffre du terrorisme, et que le fléau doit être jugulé afin que le pays et la région toute entière retrouve la stabilité. « Ce terrorisme qui frappe le Yémen est le même que celui d'Al-Qaïda, Daech et le Hezbollah », a-t-il fait observer. Il a indiqué que la Banque centrale yéménite a dû être relocalisée à Aden, la capitale provisoire, afin d'empêcher son pillage. Il a demandé l'appui des institutions financières internationales au sauvetage de l'économie du pays.

M. Mansour a également insisté sur la catastrophe humanitaire que vit son pays, exhortant les bailleurs de fonds à apporter leur soutien. Il a promis que le Gouvernement allait faire tout son possible pour que l'aide soit acheminée à tous ceux qui en ont besoin, quel que soit le lieu d'où ils se trouvent dans le pays. Il a remercié les Gouvernements d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Koweït qui aident les autorités yéménites à restaurer l'ordre constitutionnel.

M. JOCELERME PRIVERT, Président en exercice d'Haïti, a expliqué que son pays a choisi d'être dans le peloton de tête de la marche vers le développement durable et ses 17 objectifs qui offrent « une boussole et des jalons vers une nouvelle humanité débarrassée des affres des privations ». Il a dit porter une attention particulière à la place accordée à la problématique migratoire dans les objectifs de développement durable, conscient de la recrudescence du nombre important de ses compatriotes qui laissent le pays à la recherche d'un mieux-être. Il a affirmé que son pays a commencé à dialoguer avec certains pays d'accueil pour trouver des solutions communes.

Dans deux semaines, a poursuivi le Président en exercice, le peuple haïtien se rend aux urnes. « Qu'on ne s'y méprenne pas », a-t-il mis en garde, « sans des élections honnêtes et crédibles, il est vain d'espérer une transition politique paisible ». La crédibilité des élections est « essentielle », a-t-il insisté, pour une véritable rupture avec le cycle d'instabilité et l'incertitude politique que connaît depuis trop longtemps Haïti. En attendant, s'est enorgueilli le Président en exercice, les observateurs impartiaux ont constaté unanimement les progrès accomplis vers le renouvellement des institutions et le retour à l'ordre constitutionnel. Le Parlement est actuellement opérationnel et sera au complet au terme des prochaines législatives, et l'entrée progressive en fonctions des maires élus s'effectue sans heurt.

« Le processus est en bonne voie », s'est félicité le Président en parlant du processus électoral, prévenant qu'au lendemain de ces élections, le pays aura besoin d'un « puissant » élan de solidarité internationale. Les nouveaux dirigeants, s'est-il expliqué, en auront besoin pour sortir le pays du sous-développement, entreprendre la tâche « colossale » de redressement et de modernisation socioéconomiques et injecter l'investissement massif dans les infrastructures, les ressources humaines, la protection de l'environnement et la consolidation de l'état de droit.

Le Président a salué le travail effectué depuis 12 ans par la Mission des Nations Unies dans son pays (MINUSTAH) et a invité le Secrétaire général, au terme de son second mandat, « à se faire à l'idée que mon pays a besoin de la compréhension internationale pour affronter les défis de l'insalubrité » qui l'exposent continuellement aux épidémies, aux endémies, aux maladies « venues de toutes parts ». Le Président a d'ailleurs dit avoir pris note « avec le plus haut intérêt » des déclarations du Secrétaire général par rapport aux deux situations qui rendent l'Organisation « inconfortable » : l'introduction du choléra en Haïti et les « multiples » abus sexuels perpétrés par les Casques bleus. « Pour réconfortantes qu'elles soient, les bonnes intentions ne suffisent pas », a prévenu le Président en appelant à un appui « concret et efficace. »

M. XAVIER BETTEL, Premier Ministre du Luxembourg, a déclaré que son pays travaillait activement à la mise en place des 17 objectifs de développement durable et ferait partie des États qui ratifieront l'Accord de Paris sur le climat d'ici à la fin de l'année. Nous devons investir dans l'éducation, dans les soins de santé, a-t-il ajouté, soulignant l'importance de combattre les inégalités sociales et d'assurer un emploi décent pour tous. M. Bettel a rappelé que le Luxembourg fait partie des sept pays consacrant au moins 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD). Face à la baisse des moyens financiers en matière de développement et d'action humanitaire, l'élargissement de la base des donateurs n'a jamais été plus urgent, a-t-il considéré. Il a assuré que son pays s'efforçait dans ce contexte d'augmenter la prévisibilité et l'efficacité de ses contributions humanitaires à travers des accords pluriannuels.

Au sujet de la crise des migrants, M. Bettel a indiqué qu'au niveau européen, la solidarité et le partage du fardeau étaient aussi indispensables à une politique de migration crédible que l'est le contrôle des frontières. Rappelant l'importance de distinguer les réfugiés dans le besoin et les migrants économiques en situation irrégulière, il a insisté sur l'obligation collective de garder ouvertes les voies de la migration légale. « La migration peut être une chance pour tous lorsqu'elle est maîtrisée », a-t-il affirmé. Il a annoncé que son pays, comme la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants l'y invite, participerait aux travaux en vue de l'adoption, en 2018, d'un pacte mondial sur les réfugiés et d'un pacte mondial pour des migrations « sûres, régulières et ordonnées ».

M. Xavier Bettel a attiré l'attention sur le fait que le continent africain reste particulièrement vulnérable aux défis mondiaux, mais qu'en dépit de cela l'Afrique dispose d'atouts « formidables » dont le premier est le vivier de talents extraordinaires que représente sa jeunesse. Il a ajouté que le partenariat entre le Luxembourg et ses partenaires africains « était doté d'une dimension économique qui complète les efforts jusqu'alors davantage concentrés sur les secteurs sociaux ».

Sur la prévention des conflits, M. Bettel a souscrit pleinement à l'objectif de passer de la consolidation de la paix après les conflits à une approche de pérennisation de la paix. Une telle approche, a-t-il dit, résolution politique, intègre les trois piliers de l'action de l'ONU: les droits de l'homme, la paix et la sécurité et le développement. Concernant le conflit syrien, il a indiqué que son pays tiendrait l'engagement pris de consacrer près de 40 millions d'euros entre 2016 et 2020 pour aider les victimes en Syrie et dans les pays voisins. « Nous appuierons en particulier le programme « No Lost Generation » de l'UNICEF, a-t-il annoncé à cet égard. Il a par ailleurs réaffirmé le soutien du Luxembourg à l'initiative française d'organiser une conférence internationale pour aider Israéliens et Palestiniens à reprendre les négociations en vue d'aboutir à la solution des deux États.

M. PAVEL FILIP, Premier Ministre de Moldova, a déclaré que son gouvernement, en partenariat avec le PNUD et d'autres acteurs, a lancé un processus de « localisation » des objectifs de développement durable(ODD) et travaille à un mécanisme d'évaluation des progrès. En juillet dernier, le pays a créé un Conseil national de coordination du développement durable et un Cadre national de développement, pour évaluer notamment la Stratégie de développement « Moldova 2020 ». Le Premier Ministre a aussi promis la ratification prochaine de l'Accord de Paris sur le climat.

Il s'est par ailleurs félicité que l'Assemblée générale ait décidé de maintenir à son ordre du jour la question des conflits prolongés dans la région du Groupe Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova (GUAM). Ces conflits qui durent depuis 25 ans, comme celui qui frappe son pays, continuent d'avoir des conséquences négatives sur le développement économique et social de millions d'habitants de la région. L'implication des Nations Unies est importante pour empêcher les tentatives de modifier les frontières politiques.

Il a rappelé que le conflit en Transnistrie, s'est déclenché le jour où la République de Moldova est devenue Membre des Nations Unies le 2 mars 1992. « Contrairement à la majorité des conflits internes qui trouvent leurs sources dans des antagonismes religieux ou ethniques, ce conflit de Transnistrie a un caractère purement géopolitique », a insisté le Premier Ministre. Il a exprimé la détermination de son pays à trouver une solution politique dans le cadre du format de négociation « 5+2 ». Il a souligné la nécessité de s'accorder sur un statut juridique spécial pour la région de Transnistrie. La fragilité de la situation sécuritaire dans la région, amplifiée par la déstabilisation de l'est de l'Ukraine, nécessite un réengagement de toutes les parties impliquées dans le format de négociation « 5+2 », mais aussi de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'ONU, dans le but d'identifier le plus vite possible des solutions à ces problèmes qui durent depuis trop longtemps.

M. TUILAEPFA SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre de Samoa, a salué le leadership « passionné » du Secrétaire général de l'ONU sur la question des changements climatiques. M. Ban Ki-moon a visité deux fois la région du Pacifique pendant son mandat. Dans le processus de nomination d'un nouveau secrétaire général, le Samoa, comme d'autres États, n'est qu'« un simple spectateur », a toutefois regretté le Premier Ministre. Il a espéré que le nouveau chef de l'Organisation saura traiter sur un pied d'égalité chaque État Membre, indépendamment de sa taille, de son influence politique ou de sa puissance économique.

L'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat constitue une priorité absolue, a déclaré M. Malielegaoi. Les cyclones et les catastrophes naturelles se produisent plus souvent et avec plus d'intensité, comme on l'a vu récemment aux Fidji et à Vanuatu. « Les petits États insulaires en développement (PEID) ne peuvent pas se permettre de perdre leurs acquis », a-t-il ajouté. La volonté politique des États de mettre en œuvre l'Accord de Paris doit s'accompagner des ressources nécessaires, a-t-il précisé en citant le Fonds pour l'adaptation et le Fonds vert pour le climat.

Les Orientations de Samoa font partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a souligné le Premier Ministre. Selon lui, elles représentent « une feuille de route directe pour la transition opérée par les PEID entre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de développement durable ». À ce sujet, il a mis l'accent sur l'Objectif 17 consacré aux moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable. Il s'est dit ouvert à tous les types de partenariat.

M. Malielegaoi a souligné l'importance de gérer de manière durable les océans et les mers dont la santé est soumise à bien des pressions avec la surpêche, l'acidification, l'appauvrissement du milieu naturel et la pollution. Il a rappelé que les PEID ont appuyé l'inclusion de l'objectif 14 sur les océans dans le Programme 2030. Il a salué la tenue, la semaine dernière, de la troisième Conférence « Nos océans, notre avenir » organisée par le Gouvernement des États-Unis. Enfin, il s'est félicité du lancement du processus préparatoire en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durables de la biodiversité marine au-delà des limites de la juridiction nationale.

Selon le Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. CHARLES MICHEL, le respect des droits de l'homme, de l'état de droit et de la démocratie ne devrait souffrir d'aucune exception, d'aucun accommodement, d'aucun renoncement. « Or regardons la vérité en face », l'égalité entre les femmes et les hommes n'est toujours pas une réalité, la liberté d'expression et la liberté de la presse sont trop souvent bafouées, l'homophobie est parfois légalisée dans certains pays. Trop souvent l'état de droit n'est qu'un paravent et la justice n'est pas un recours mais bien une menace pour les citoyens et les entreprises.

Le Premier Ministre s'est attardé sur un continent, dont l'histoire et celle de l'Europe sont « intrinsèquement » liées et l'avenir « bien entendu commun ». Il a plaidé pour « un partenariat d'égal à égal, sincère, gagnant-gagnant, sans nostalgie ni culpabilité ». Ces dernières années, a dit le Premier Ministre, l'Afrique a connu plusieurs transitions démocratiques avec succès mais malheureusement, trop souvent, certains citoyens sont privés du droit pourtant fondamental d'élire ceux qui devraient les représenter. Respecter les exigences de l'état de droit, et donc des constitutions, est le seul chemin possible pour garantir la stabilité et l'harmonie démocratique, a insisté le Premier Ministre.

Ce droit, a-t-il estimé, a été refusé à la population burundaise, avec pour résultat la discorde, la division et même l'oppression. La seule solution à cette crise est un dialogue interburundais réellement inclusif, sous médiation internationale, et dans le respect de l'Accord d'Arusha, a-t-il préconisé.

En République démocratique du Congo, a-t-il poursuivi, l'organisation des élections est indispensable, et les doutes à cet égard doivent être levés. Il a condamné « fermement » toutes les formes de violence auxquelles nous avons assisté, y compris ces derniers jours à Kinshasa. Quand on assume des fonctions de responsabilité, a-t-il tranché, on doit en assumer « pleinement et individuellement » la part de responsabilité. Nous respectons, a affirmé le Premier Ministre, le principe de souveraineté, mais à la condition que cette souveraineté ne devienne pas un paravent pour « malmener » l'état de droit et « bafouer » les libertés fondamentales.

Le Premier Ministre a lancé un appel aux responsables politiques de la majorité et de l'opposition: « Évitez l'escalade. Le dialogue doit être large et inclusif. Soyez à la hauteur de votre pays et de son peuple ». « Ne vous voilez pas la face », a-t-il mis en garde, le seul chemin pour la stabilité, c'est une date certaine pour des élections honnêtes et crédibles, « et cela le plus rapidement possible ».

M. Michel a poursuivi sur la situation en Syrie, « un échec pour la communauté internationale ». Avec Daech, comme avec Al-Qaida, Boko Haram ou AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique), nous faisons face à un nouveau totalitarisme, a affirmé le Premier Ministre, en rappelant que son pays, comme beaucoup d'autres, a été victime de terrorisme en mars dernier. Nous devons, a-t-il préconisé, réformer la coordination de l'architecture onusienne en matière de contre-terrorisme et systématiser les échanges d'informations et de renseignements pour prévenir et empêcher ces actes barbares. « La liberté doit être plus forte que les ténèbres. »

Le Premier Ministre a aussi plaidé pour sortir « d'une logique de confrontation » avec la Fédération de Russie. Il a appelé à un dialogue politique « intense Europe-Russie ». Nous avons trop d'intérêts communs pour nous permettre le luxe de l'immobilisme diplomatique.

M. Michel a parlé de la situation entre Israël et la Palestine, des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris ainsi que de la situation économique mondiale. À cet égard, il a indiqué que la Belgique, avec 10 autres pays de l'Union européenne, souhaite élaborer un système pour taxer les transactions financières. Nous devons réussir à lever les obstacles techniques et politiques. « C'est une question élémentaire d'équité. » L'honneur de mon pays, c'est de défendre des principes et des valeurs universelles: la liberté, la tolérance et le dialogue, a conclu le Premier Ministre, avant d'annoncer la candidature de la Belgique à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période de 2019-2020.

Rappelant l'adoption en 2015 du Programme 2030, M. ANEROOD JUGNAUTH, Premier Ministre de Maurice, a déclaré que les Nations Unies ont un rôle important à jouer en soutenant les efforts de chaque pays. Maurice a choisi de se focaliser sur l'éradication de la pauvreté et a introduit dans son budget, cette année, une indemnité de subsistance pour les plus pauvres d'un montant de 2 720 roupies par adulte qui est 40% supérieure au seuil du taux d'extrême pauvreté de la Banque mondiale de 3,1 dollars par jour.

Petit État insulaire en développement (PEID), l'objectif de développement durable 13 sur des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et 14 sur la vie aquatique sont d'une importance vitale pour la survie de Maurice, a ajouté M. Jugnauth, dont l'industrie touristique est contrariée par les effets négatifs du réchauffement de la planète.

Maurice a organisé la Conférence interministérielle sur l'économie bleue et les changements climatiques au début du mois de septembre avec la Banque mondiale. Le « Communiqué de Maurice » issu de cette Conférence servira de document de travail au dialogue du Fonds vert pour le climat qui aura lieu au Togo, le 15 octobre 2016, et au COP22 au Maroc.

Condamnant sans réserve les actes de terrorisme, M. Jugnauth a dit qu'une « ONU réformée », y compris une réforme en profondeur du Conseil de sécurité, était essentielle pour répondre de manière efficace aux menaces du terrorisme et aux nouvelles situations. Maurice adhère à la position de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité exprimée dans le Consensus d'Ezulwini et appuie l'octroi d'un siège aux PEID. Maurice appuie pleinement l'aspiration de l'Inde à avoir un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

Le Premier Ministre a rappelé que Maurice est un pays libre, souverain et indépendant depuis 48 ans mais que même aujourd'hui, elle ne peut pas exercer sa souveraineté sur l'archipel de Chagos et l'île Tromelin. Maurice a constamment protesté contre le démembrement illégal de Chagos et maintenu que l'archipel, y compris Diego Garcia, fait partie intégrante du territoire national conformément au droit mauricien et au droit international.

Maurice a toujours demandé l'achèvement complet du processus de décolonisation. Elle a appelé l'ancienne puissance coloniale à discuter pour trouver une solution crédible et juste mais ses efforts sont restés vains.

L'Assemblée générale a un rôle institutionnel direct sur cette question étant donné son rôle dans le processus de décolonisation dans le monde. Elle a la responsabilité d'achever le processus de décolonisation, y compris à Maurice. C'est pourquoi à la demande du Gouvernement de Maurice, l'Assemblée générale a inclus dans l'ordre du jour de sa soixante et onzième session, un point intitulé « demande pour un avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de la séparation de l'archipel de Chagos de Maurice en 1965 ».

Nous avons noté que le Royaume-Uni a exprimé son souhait de participer à un dialogue avec Maurice afin de régler cette question avant juin 2017.

La décolonisation de Maurice ne sera pas complète tant que la question de Tromelin n'est pas résolue. Nous avons un dialogue très constructif avec la France et nous l'exhortons à poursuivre ce dialogue pour un règlement rapide de ce différend dans l'esprit d'amitié qui caractérise les relations entre les deux pays. « L'intégrité territoriale est un principe de droit international. Les Nations Unies le reconnaissent et il est de notre devoir de la faire respecter », a dit le Premier Ministre.

M. SERGEY LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a dénoncé « l'attitude arrogante et le sentiment d'invulnérabilité » d'un certain nombre de pays occidentaux qui poussent à des solutions unilatérales dangereuses aux conflits et aux crises les plus complexes, comme il a pu l'observer au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. « Le fondement de la stabilité mondiale a été détruit », a-t-il déploré.

L'aide militaire que la Fédération de Russie apporte au Gouvernement légitime de la Syrie a permis d'empêcher l'effondrement de l'État et la désintégration d'un pays attaqué par des terroristes, a déclaré M. Lavrov. L'engagement russe a donné un élan à la création du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS), afin d'initier un processus politique pour que les Syriens puissent déterminer l'avenir de leur pays à travers un dialogue inclusif entre tous les groupes ethniques et religieux. Cette approche a été reflétée dans les résolutions du Conseil de sécurité et dans les accords récents entre la Fédération de Russie et les États-Unis, a-t-il précisé.

Maintenant, a poursuivi M. Lavrov, il est essentiel de ne pas perturber ces accords et de mener une enquête impartiale sur les incidents survenus à Deir ez-Zor et à Alep, d'autant plus qu'« il y a pas mal de gens qui cherchent à saboter les plans convenus sur le règlement de la Syrie ». Il faut, a-t-il ajouté, « dissocier l'opposition dite modérée des terroristes », et, sur ce point, les États-Unis et les membres de la coalition portent une responsabilité particulière. La crise

syrienne et la situation humanitaire ne seront pas résolues sans la suppression de Daech, de Jabhat al-Nusra/ Front el-Nosra et des groupes extrémistes associés.

L'Ukraine s'effondre parce que les nouvelles autorités refusent d'appliquer l'Accord de Minsk du 12 février 2015, a dit ensuite le Ministre des affaires étrangères. « Les tentatives visant à instrumenter la crise ukrainienne à des fins géopolitiques corrompues n'ont aucune chance », a-t-il prévenu. « Ni l'OTAN ni l'Union européenne ne parviendront pas à une véritable unification des efforts collectifs sans gagnants ni perdants », a-t-il averti.

Le 25 juin dernier, la Fédération de Russie et la Chine ont signé la Déclaration sur le rôle croissant du droit international, a relevé M. Lavrov, en réaffirmant les principes de l'égalité souveraine des États et de non-ingérence dans les affaires intérieures.

Il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures dans la lutte contre le terrorisme, a-t-il continué. Il a rappelé que le Président russe Vladimir Poutine avait proposé, l'année dernière à l'Assemblée générale, de créer un vaste front antiterroriste. L'Accord entre la Fédération de Russie et les États-Unis, conclu à Genève le 9 septembre dernier, devait être le premier vrai pas dans cette direction, a-t-il insisté. Les tragédies en Iraq, au Yémen, en Libye et en Syrie prouvent qu'il faut « arrêter de se servir des extrémistes pour faire avancer des agendas géopolitiques ». « Nous sommes en train de rédiger un projet de résolution visant à mobiliser les efforts pour éliminer ce mal », a-t-il annoncé.

D'après M. Lavrov, le Traité sur la non-prolifération (TNP) est mis à rude épreuve quand certaines puissances nucléaires torpillent tout effort visant à créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. La Fédération de Russie appuie le désarmement nucléaire, mais il faut tenir compte de toute une série de facteurs qui affectent la stabilité stratégique, y compris la création de systèmes unilatéraux de défense antimissiles et la menace de placer des armes dans l'espace extra-atmosphérique.

Le Ministre des affaires étrangères russe a jugé nécessaire de renforcer la stabilité et la sécurité dans d'autres parties du monde, notamment dans la région Asie-Pacifique. « Les actions récentes de la République populaire démocratique de Corée qui violent les résolutions du Conseil de sécurité doivent cesser », a-t-il dit. Il a appelé Pyongyang à abandonner son programme de missiles nucléaires et à revenir au régime du TNP. Il a toutefois jugé inadmissible que cette situation soit utilisée « comme prétexte pour une militarisation massive de l'Asie du Nord-Est » et le déploiement d'autres missiles américains de défense.

M. EDWARD NALBANDIAN, Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, a déclaré que l'Arménie qui a célébré le vingt-cinquième anniversaire de son indépendance mardi dernier, a fait beaucoup pour renforcer les institutions démocratiques, l'état de droit, la bonne gouvernance, la protection des droits de l'homme et les réformes économiques. Mais d'autres défis restent et le Gouvernement a lancé le plan d'action pour la stratégie nationale de protection des droits de l'homme. La réforme constitutionnelle de décembre 2015 a aussi accru la transparence et la reddition de comptes.

L'ONU a un rôle important à jouer pour changer les facteurs d'intolérance, de discrimination raciale, de xénophobie, l'extrémisme violent et le terrorisme. À plusieurs reprises, l'Arménie a condamné les crimes de Daech et d'autres groupes terroristes. La guerre en Syrie n'a pas épargné les Syro-Arméniens dont beaucoup ont perdu la vie. Plus de 20 000 réfugiés Syriens ont trouvé refuge en Arménie.

Le Ministre a souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes des déplacements massifs de population par la prévention des crimes contre l'humanité, le règlement pacifique des conflits et la recherche de solutions politiques durables. L'Arménie a soutenu et contribué à

l'élaboration de mécanismes de prévention, en particulier en étant l'instigatrice de résolutions sur la prévention de génocide au Conseil des droits de l'homme.

En avril de cette année aussi, dans une violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu, l'Azerbaïdjan a déclenché une autre agression contre le Nagorno-Karabakh en ciblant délibérément la population et les infrastructures publiques. Un garçon de 12 ans et une femme âgée de 92 ans figurent parmi les victimes. Trois militaires des forces armées du Nagorno-Karabakh qui ont été capturés, ont été décapités à la « manière de Daech ». Les dirigeants azéris ont publiquement décoré les auteurs de ces crimes.

Pendant l'échange des dépouilles entre le Nagorno-Karabakh et l'Azerbaïdjan, les corps rapatriés d'Azerbaïdjan portaient des signes de torture et de mutilation. Ces atrocités vont au-delà des normes élémentaires du monde civilisé et constituent de graves violations du droit international humanitaire.

L'agression d'avril sape dangereusement le processus de paix. Pour restaurer la confiance, des mesures devraient être prises pour prévenir l'utilisation de la force et créer les conditions favorables au processus de paix. Premièrement, il est important de mettre en œuvre ce qui a été souligné et accepté notamment l'adhésion totale aux accords de cessez-le-feu trilatéraux de 1994-1995 qui sont toujours valides, la création de mécanisme d'enquête sur les violations des cessez-le-feu et l'élargissement de la compétence du Représentant personnel du Président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. L'Arménie continuera ses efforts pour le règlement pacifique du conflit au Nagorno-Karabakh avec la Fédération de Russie, les États-Unis et la France qui ont proclamé que ce règlement passe par « les urnes et non par les armes ».

M. FRANK-WALTER STEINMEIER, Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a estimé que la communauté internationale était face à un choix entre, d'un côté, l'isolationnisme et, de l'autre, l'action commune pour trouver des solutions diplomatiques aux crises affectant le monde actuel. « Soit nous nous regardons le nombril, soit nous partageons les responsabilités », a-t-il résumé, mettant en garde les États Membres, dans le premier cas, contre un retour en arrière.

M. Steinmeier a ajouté que les États-Unis, en particulier, auraient également à faire un choix dans six semaines, lors de la prochaine élection présidentielle du pays, entre « le retrait de la scène internationale » et la « responsabilité partagée pour un avenir meilleur ». Ce choix, a-t-il dit, aura un « impact significatif » sur le reste de la communauté internationale.

S'agissant de la crise en Syrie, le Ministre a appelé les États Membres à soutenir l'idée d'un cessez-le-feu temporaire, estimant que l'armée du régime syrien devait en priorité interrompre ses raids aériens pour y parvenir. Il a ainsi dénoncé le fait que, au moment même où le Conseil de sécurité se réunissait mardi pour essayer de sauvegarder l'accord de cessation des hostilités conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie le 9 septembre dernier, l'aviation de Bashar Al-Assad bombardait la ville d'Alep. « Nous ne pouvons pas tolérer qu'un pays menace la sécurité de toute sa région », a-t-il ajouté, dénonçant également les puissances extérieures qui tentent d'instrumentaliser ce conflit pour « redessiner la carte du Moyen-Orient ».

M. Steinmeier a rappelé que son pays était un des plus importants pourvoyeurs de fonds destinés à l'aide humanitaire en Syrie et ailleurs. Il a également ajouté que l'Allemagne accueillait de nombreux réfugiés syriens et tentait de leur fournir une éducation pour faciliter leur intégration économique. À ce titre, le dirigeant allemand s'est félicité des idées avancées, cette semaine, lors du Sommet sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants.

Concernant le volet sécuritaire, le Ministre des affaires étrangères a dit qu'il travaillait sans relâche avec l'Ukraine et la Fédération de Russie pour trouver une solution à la situation

ukrainienne. « Sans cessez-le-feu on ne pourra pas aller de l'avant », a-t-il estimé sur ce point, appelant les parties au respect des accords de Minsk. Il a également appelé à durcir les mesures de contrôle des armes en Europe pour accroître la sécurité, aussi bien à l'ouest qu'à l'est du continent.

M. Steinmeier a enfin rappelé que l'Allemagne serait candidate à un poste de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2019-2020 pour faire valoir sa vision au sein du Conseil. Il a demandé à la communauté internationale d'appuyer cette candidature. « C'est pour les générations futures que nous devons travailler, et nous allons devoir prendre des décisions maintenant », a conclu le Ministre allemand.

M. RI YONG HO, Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), a constaté qu'alors que l'ONU aspire à une transformation à travers le développement durable, le monde est frappé par des crises. « La péninsule coréenne est devenue l'un des points chauds du monde, ce qui pourrait déboucher sur une guerre nucléaire », a-t-il averti.

« La situation pourrait échapper à tout contrôle » du fait des manœuvres militaires agressives des États-Unis, a insisté M. Ri. « Il y a eu des infiltrations de commandos et des exercices provocateurs de décapitation des dirigeants de mon pays », a-t-il assuré. « Même des accidents peuvent mener très rapidement à une escalade ou à un conflit. »

La RPDC a pris des contremesures de défense nécessaires, s'est expliqué le Ministre des affaires étrangères. « Les États-Unis devraient abandonner leur politique anachronique hostile », a-t-il martelé. Les principes fondamentaux des relations internationales sont ignorés par les forces impérialistes gérées par les États-Unis.

« Lorsque le Conseil de sécurité discute de la péninsule coréenne, il le fait de manière arbitraire », a déploré M. Ri. La RPDC a déposé une requête pour qu'une réunion d'urgence sur la paix et la sécurité internationales soit organisée, mais elle n'a pas abouti. Le Conseil de sécurité prend ombrage des mesures de défense prises par la RPDC. Or la RPDC, s'est-il écrié, « n'a d'autre choix que de passer au nucléaire après avoir tout fait pour défendre son pays contre la menace nucléaire constante que représentent les États-Unis depuis les années 50 ».

Aucune disposition dans la Charte des Nations Unies ne stipule que les activités en matière de missiles balistiques et nucléaire menacent la paix et la sécurité internationales, a-t-il fait valoir. Pourquoi le Conseil de sécurité n'adopte-t-il pas de résolutions vis-à-vis de pays qui ont les mêmes activités que la RPDC? La déclaration adoptée lors du dernier sommet des pays non alignés qui s'est tenu au Venezuela a condamné l'adoption de sanctions unilatérales, a-t-il rappelé.

« LA RPDC ne peut se défendre qu'au travers d'un système de dissuasion nucléaire », a réitéré M. Ri. S'ils continuent à menacer son pays, « les États-Unis devront faire face à des conséquences au-delà de l'imaginable », a-t-il mis en garde.

M. PÉTER SZIJJÁRTÓ, Ministre des affaires étrangères de la Hongrie, a souligné à quel point la propagation du terrorisme à l'échelle mondiale, la persistance de certains conflits et les déplacements massifs de réfugiés et migrants viennent de contribuer au bouleversement de l'ordre mondial.

M. Szijjártó a par conséquent appelé à l'élimination des principaux acteurs du terrorisme mondial, en particulier Daech. « Tant que nous ne l'auront pas fait, des milliers de personnes continueront de fuir et des communautés chrétiennes continueront d'être menacées », a-t-il dit,

insistant sur le fait que venir à bout du groupe terroriste contribuerait à mettre fin à la crise des réfugiés en Europe.

Le Ministre des affaires étrangères a par ailleurs exhorté les États Membres à tout faire pour détruire le « modèle économique » des trafiquants de migrants et des auteurs de la traite des êtres humains. Il a fait savoir que son Parlement avait adopté des mesures spécifiques pour punir ces trafiquants, mesures qui devraient permettre de limiter leurs activités. En amont, le Ministre des affaires étrangères a appelé les États Membres à agir de concert pour mettre fin aux conflits qui poussent les migrants à partir de chez eux.

Concernant la façon de faire face aux déplacements massifs de réfugiés et migrants, M. Szijjártó a plaidé en faveur du respect du droit international, qui ne donne pas, selon lui, le droit aux migrants de choisir le pays où ils souhaitent vivre. « On ne saurait justifier la violation des frontières », a-t-il surenchéri, précisant toutefois que son pays participait à un programme de réinstallation des combattants kurdes blessés.

M. Szijjártó a ainsi rejeté toute politique migratoire « qui considère que chaque migrant est un réfugié » ou « qui force les pays à accueillir des réfugiés contre leur gré ». « Nous ne permettons pas que nos frontières soient violées », a-t-il insisté, ajoutant que les migrations de masse non réglementées et non contrôlées contribuaient au passage des terroristes. À l'inverse, le Ministre a appelé à « aider les populations à rester le plus près de chez elles possible », afin qu'elles puissent rentrer dans leur pays d'origine une fois que les conditions le permettent.

M. Szijjártó a par conséquent insisté sur la nécessité d'aider financièrement la Turquie, la Jordanie et le Liban pour qu'ils puissent accueillir les réfugiés. Il a ajouté que si la communauté internationale ne soutenait pas assez ces trois pays, les migrants partiraient à nouveau vers l'Europe, qui ne serait, elle, pas en mesure de les accueillir.

Le Ministre a par ailleurs déclaré que l'Europe centrale était confrontée à des défis complexes, notamment avec la situation en Ukraine. Il a regretté qu'aucun secrétaire général issu de cette région n'ait été nommé à ce jour. Le Ministre a par conséquent appelé les États Membres à élire un candidat d'Europe centrale, capable de comprendre les défis complexes auxquels fait face la région.

Mme MARGOT WALLSTRÖM, Ministre des affaires étrangères de la Suède, a déploré le retour des rivalités géopolitiques et de l'isolationnisme dans le monde, ajoutant que les principes de base de la coexistence pacifique sont mis à rude épreuve. Nous revoyons les spectres de la xénophobie et du nationalisme agressif, de l'autocratie et de l'alarmisme, et de l'érection des murs. Nous devons y répondre, a préconisé la Ministre, en autonomisant les peuples, en renforçant la démocratie, la bonne gouvernance et l'état de droit, en célébrant la diversité et en maintenant les économies ouvertes pour promouvoir le commerce et créer des emplois décents pour tous. La Ministre a salué la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants, plaidant pour que la communauté internationale redouble d'efforts pour la réinstallation, « la plus importante méthode d'aide aux réfugiés », a-t-elle précisé. Il faut également exploiter les effets positifs des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Mme Wallström a déclaré qu'en 71 ans, l'ONU a connu des succès qui sont pourtant restés en-deca des attentes. Il est temps de procéder à des réformes sérieuses, a-t-elle relevé, ajoutant que pour réussir, il faudrait un leadership solide, visionnaire et courageux. Un leadership dédié au changement, disposé à concrétiser les ambitions en action, et à agir dans les domaines aussi révolutionnaires que les changements climatiques, le développement durable et la paix. Elle a invité les États Membres à tenir compte de cet appel.

En matière de prévention des conflits, elle a souhaité que le Chapitre VI de la Charte de l'ONU, portant sur le règlement pacifique des différends, soit davantage mis en pratique. En travaillant davantage avec et par l'entremise des organisations régionales, l'ONU serait plus efficace dans sa quête d'une paix durable, a-t-elle fait observer.

Elle a en outre estimé que le domaine de l'égalité des genres, « le grand dossier inachevé du XXI^e siècle », demande également une action déterminée de la part de l'Organisation. Elle a par exemple suggéré qu'en plus de faire des recommandations sur l'approche genre aux États, l'ONU devrait elle-même avoir une représentativité plus équitable des femmes au sein de son personnel, et son budget doit tenir compte de cette question. L'ONU devrait utiliser des données désagrégées par sexe dans les questions relatives à la paix et aux conflits, y compris au Conseil de sécurité, au lieu de se contenter de le conseiller pour les plans nationaux de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur « les femmes, la paix et la sécurité ».

Pour s'assurer du succès des objectifs de développement durable, la Ministre a proposé une réforme et un renforcement du financement de l'ONU. Elle a par exemple estimé que toutes les branches du système de développement de l'ONU travaillent chacune dans le cadre de leur mandat et de leurs spécialités, dans la synergie et en évitant les doublons. Elle a enfin appelé à la relance du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, déplorant également l'annexion illégale de la Crimée.

M. SALAHEDDINE MEZOUAR, Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, a indiqué que cette année marque le soixantième anniversaire de l'adhésion du Maroc à l'ONU, l'une des premières décisions souveraines de son pays après avoir obtenu son indépendance. Le Maroc, a-t-il rappelé, a adopté une approche dynamique et réaligné ses priorités nationales sur celles des Nations Unies. Le pays a largement contribué aux efforts de sécurité collective et, sous le leadership du Roi, il souhaite renforcer le régime des Nations Unies. Pour faire du développement durable un élément clef, le pays a déjà institué des partenariats pour mettre en œuvre les objectifs adoptés en septembre dernier.

Le Maroc a obtenu des résultats positifs en matière de lutte contre la pauvreté, de réduction des vulnérabilités, de développement des infrastructures et des services de santé, a détaillé le Ministre. Il a relancé un appel aux Nations Unies et aux institutions financières internationales pour qu'un plan de travail soit préparé afin d'opérer « une véritable transformation économique en Afrique ».

Le Maroc, s'est félicité le Ministre, va accueillir la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22), à Marrakech, en novembre prochain. Il a l'intention de faire de cette Conférence « un évènement essentiel dans le cadre de la mise en place de solutions concrètes pour le développement durable ». La réussite de l'application de l'Accord de Paris est liée à la disponibilité des ressources financières, a-t-il toutefois souligné. La COP 22 permettra d'attirer l'attention sur les pays du Sud, qui sont particulièrement confrontés aux changements climatiques. Pour sa part, le Maroc a déposé ses instruments de ratification de l'Accord de Paris sur le climat et invite les États à accélérer leurs propres procédures pour que l'Accord entre en vigueur le plus rapidement possible.

Le Ministre a insisté sur le « lien fort » qui unit le Maroc à l'Afrique. Il s'agit, a-t-il dit, d'un engagement fondé sur le respect des relations humaines. Le Maroc a décidé de reprendre sa place au sein de l'Union africaine et remercie « les pays africains qui lui ont demandé de rester bien présent dans ce contexte ».

Le Maroc gère « avec beaucoup de sérieux » les appels du Conseil de sécurité visant à trouver une solution politique au différend régional concernant le Sahara occidental, a assuré le Ministre. Le Maroc a déposé une initiative sur l'autodétermination comme point de départ, a-t-il rappelé, avant de noter que la dernière résolution du Conseil avait de nouveau mis en exergue

les aspects fondamentaux d'une solution politique à ce différend. Le Ministre a invité les parties et les États de la région à trouver un consensus et s'est dit prêt à continuer d'œuvrer avec l'ONU pour trouver une solution négociée qui permettrait toutefois de maintenir l'intégrité territoriale du Maroc et la stabilité de la région. Le Maroc, a-t-il insisté « souhaite préserver la partie nord du continent d'une balkanisation et du terrorisme ».

Le Maroc a adopté des positions claires en matière de lutte contre le terrorisme, quelles que soient ses formes, et de lutte contre ses sources de financement, a enchaîné le Ministre qui a dit que son pays a mis sur pied une stratégie multidisciplinaire très proche de la stratégie des Nations Unies, notamment pour lutter contre le phénomène des combattants étrangers. Le Maroc a également aidé « les pays frères » avec la formation d'imams « dans le respect du principe de tolérance ».

Il faut permettre au peuple libyen de connaître la paix et le Maroc contribuera à cet objectif dans la région du Sahara, a poursuivi son Ministre. Enfin, il a lancé un appel pour que les parties au conflit israélo-palestinien reprennent les négociations en vue de la solution des deux États.

M. IBRAHIM BOUBACAR KEITA, Président du Mali, a déclaré que 15 mois après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, les hostilités ont « effectivement » cessé entre le Gouvernement et les mouvements signataires. Le Gouvernement, a-t-il précisé, a tenu informé le Conseil de sécurité sur les avancées dans l'exécution du plan d'action de mise en œuvre de l'Accord.

Parmi les initiatives entreprises, le Président a particulièrement mis l'accent sur les réformes politiques et institutionnelles et sur les questions de défense et de sécurité. Il a rappelé que si le calendrier de mise en place des autorités intérimaires avait fixé leur installation du 15 juillet au 25 août 2016, à cause de l'insécurité et des affrontements entre certains groupes armés de la région de Kidal, le processus n'a pu être mené dans le délai prévu. Le Président a voulu dire « avec force » que l'application effective de la résolution 2295 du Conseil de sécurité permettra le recouvrement progressif de la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire national, « gage » de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

À ce niveau, a-t-il souligné, il convient de souligner que la mise en œuvre effective de l'Accord requiert la mobilisation de ressources extérieures en appont aux efforts nationaux. Il a réitéré l'appel à libérer les ressources promises lors de la Conférence internationale sur la relance économique et le développement du Mali tenue à Paris le 22 octobre 2015. En dépit des efforts déployés par les parties signataires de l'Accord, a-t-il poursuivi, le processus de paix reste confronté à de sérieuses entraves liées aux activités des groupes terroristes dans les régions du nord. Le Président s'est félicité, une nouvelle fois, de la résolution 2295 et a appelé au renforcement des capacités opérationnelles des contingents déployés dans le cadre de la Mission de l'ONU pour assurer la sûreté et la sécurité de son personnel et traduire dans les faits et sur le terrain les innovations qu'apporte ladite résolution.

Le Président a aussi insisté sur la nécessité d'accélérer le processus de cantonnement et de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour isoler les groupes armés non signataires de l'Accord, affiliés aux réseaux terroristes. Il s'est réjoui de l'identité « parfaite » de vue qui s'est dégagée, ce matin, à l'occasion de la Réunion de haut niveau sur le Mali sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord et surtout « l'impérieuse nécessité » de corriger les lacunes qui subsistent en termes des capacités opérationnelles de la Mission de l'ONU.

Il est difficile, a conclu le Président, d'envisager l'éradication de la pauvreté et de tenir « notre promesse » de ne laisser personne sur le côté dans un contexte où les conflits armés deviennent « une nouvelle normalité ». Il a appelé à la coopération entre États pour mutualiser les efforts et neutraliser l'hydre du terrorisme et ses avatars que sont Daech, AQMI, Boko Haram, Al Chabab,

Ansar Eddine, le MUJAO ou Al Mourabitoune. Il n'a pas oublié de s'arrêter sur les mesures prises par son pays dans le sillage du Programme de développement à l'horizon 2030 et de souligner que le Mali a déposé ce matin même ses instruments de ratification de l'Accord de Paris sur le climat.

M. MOKGWEETSI ERIC KEABETSWE MASISI, Vice-Président du Botswana, s'est dit bien conscient de la nécessité d'un examen, d'un suivi et d'une évaluation du processus de mise en œuvre des objectifs de développement durable durant les 15 prochaines années: c'est là un des principaux enseignements tirés de l'expérience des Objectifs du Millénaire pour le développement, a-t-il ajouté. Le Botswana, a-t-il poursuivi, applique aussi le principe d'appropriation nationale et démocratique des objectifs de développement durable.

C'est une telle politique de démocratie, de développement, d'unité et d'autosuffisance, couplée à une exploitation judicieuse de ses ressources naturelles qui a permis au Botswana, 50 ans après son indépendance, d'accéder au niveau de pays à revenu intermédiaire, a déclaré M. Masisi, qui a rappelé à quel point le pays était démuni lors de son indépendance en 1966. Il a également rappelé que le pays est une des démocraties les plus stables d'Afrique, qui connaît tous les cinq ans un processus électoral pluraliste sans accroc. Il a aussi remercié les partenaires au développement pour leur soutien.

Ces résultats ne doivent pas pour autant nous rendre trop satisfaits de nous-mêmes, a averti M. Masisi, qui a rappelé que son pays subit les effets négatifs des changements climatiques, qui se manifestent dans le déclin de la production agricole et dans une sécheresse et une insécurité alimentaire croissantes qui ne vont que s'aggraver. Il a donc appelé à agir efficacement et au plan mondial pour réduire les conséquences des changements climatiques.

Le récent sommet sur les migrants et réfugiés nous rappellent les défis énormes de notre temps, a encore déclaré M. Masisi, qui a condamné le terrorisme et estimé que la crise syrienne aurait pu être résolue depuis longtemps si le Conseil de sécurité et la communauté internationale étaient intervenus rapidement. Le Conseil de sécurité ne peut se cacher plus longtemps derrière le droit de veto. L'Histoire nous jugera durement pour avoir permis à cette situation de dégénérer à ce point, a-t-il ajouté, tout en estimant qu'« Assad et sa machine à massacrer des innocents » n'était pas la seule partie à commettre des crimes contre l'humanité.

M. Masisi a en outre condamné les violations constantes et grossières du droit international par la République populaire démocratique de Corée et précisé que le Botswana avait rompu ses relations diplomatiques avec ce pays du fait de son bilan en matière de droits de l'homme. Pour le Botswana, ni la République populaire démocratique de Corée ni la Syrie ne méritent d'être Membres de l'Organisation mondiale. Le Botswana rappelle par ailleurs qu'il appartient en premier lieu aux États de protéger leur propre population et réitère son ferme soutien à la Cour pénale internationale.

Enfin, M. Masisi a félicité le Brésil pour avoir organisé avec succès les Jeux olympiques de Rio et a condamné le Comité international paralympique pour avoir exclu l'ensemble des athlètes russes, estimant que, s'il fallait certes condamner le dopage, punir des athlètes propres constitue une discrimination « inadmissible » à l'égard des personnes handicapées.

M. MUHAMMAD JUSUF KALLA, Vice-Président de l'Indonésie, a exprimé l'engagement « sans réserve » de son pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, par le biais de mesures nationales, y compris la création d'un mécanisme de surveillance de la réalisation des objectifs de développement durable et l'inclusion de la société civile.

M. Kalla a appelé à un environnement propice à cette mise en œuvre. « La paix est une condition préalable incontournable au développement », a-t-il dit, ajoutant que l'Indonésie travaille avec ses pays voisins pour maintenir la stabilité dans la région.

Le Vice-Président a toutefois mentionné les défis que représentent la pêche illégale, la traite des êtres humains et la cybercriminalité pour la communauté internationale. Il a également noté les difficultés liées à l'apparition de nombreux « migrants illégaux ».

« Toutes ces difficultés », a-t-il estimé, « doivent être résolues conjointement », par l'entremise de solutions mondiales. Pour y parvenir, M. Kalla a appelé à réformer l'Organisation, « notamment afin d'éviter de travailler de manière cloisonnée, comme l'a fait le Secrétariat jusqu'à présent ». Il a par ailleurs estimé que, trop souvent, les décisions prises par l'ONU ne sont pas adaptées à la réalité sur le terrain. Pour changer cet état de fait, il a appelé à inclure la dimension des droits de l'homme dans toutes les initiatives onusiennes.

M. Kalla a rappelé que l'Indonésie représente la quatrième population musulmane au monde et la troisième démocratie au monde, en nombre d'habitants. « L'Islam, la démocratie et l'autonomisation des femmes vont main dans la main dans notre pays », s'est-il félicité.

Tout en mentionnant l'engagement de l'Indonésie en faveur des opérations de maintien de la paix, le Vice-Président a appelé la communauté internationale à soutenir la candidature de son pays à un siège non permanent au Conseil de sécurité, pour la période 2019-2020.

Cinq ans après son adhésion à l'ONU, mon pays a de nouveau connu un conflit a expliqué M. TABAN DENG GAI, Premier Vice-Président du Soudan du Sud. Cette fois, il s'agissait d'un conflit du pays avec lui-même parce que « nous, les dirigeants, n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur la manière de gérer les défis internes de gouvernance et de leadership au sein de notre parti, le M/APLS ». Après de deux ans, et avec l'aide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la Troïka, de la Chine, nous avons signé un accord sur le règlement du conflit en août 2015, lequel est en train d'être appliqué. C'est pendant cette mise en œuvre que l'ancien Président du M/APLS dans l'opposition a choisi de déclencher un autre conflit du 7 au 11 juillet dernier, pour s'emparer du pouvoir. Heureusement, ses forces ont été défaites et il s'est décidé à fuir Juba, abandonnant l'Accord et sa mise en œuvre.

L'ayant remplacé, a dit le Vice-Président, je suis ici pour vous dire que, cette fois-ci, nous sommes plus que jamais déterminés à faire avancer le pays vers la paix et le développement. Aujourd'hui, la situation au Soudan du Sud est stable et pacifique, a-t-il assuré, ajoutant que le Gouvernement fonctionne et que la vie revient à la normale même si la nation traverse une crise économique grave liée au dernier conflit et à la chute du cours du pétrole. M. Deng Gai a également assuré que son pays et le Soudan sont sur le point de se réconcilier et de normaliser leurs relations.

Le Vice-Président s'est laissé aller à une réflexion. La plupart du temps, a-t-il estimé, nous prenons des décisions individuellement et parfois collectivement pour résoudre telle ou telle situation. Mais parfois, notre action donne un résultat en tout point semblable à celui que nous voulions éviter, oubliant que certains leaders, rejetant nos interventions, ont le pouvoir de tout saboter. L'idée, s'est expliqué le Vice-Président, est que nos interventions ne produisent pas toujours l'effet escompté. J'ai tendance à croire, a-t-il avoué, que le problème tient au fait que, comme Organisation mondiale, nous échouons à écouter ou tout simplement refusons d'écouter l'avis de ceux qui viennent des pays où nous voulons justement améliorer la situation. L'élan universel pour transformer le monde ne donnera rien si nous ne nous écoutons pas les uns les autres. Il est essentiel de travailler ensemble pour régler les questions pressantes du terrorisme, des conflits, de la migration, des changements climatiques, de la prolifération nucléaire, du racisme ou de l'insécurité alimentaire.

Les postures de supériorité ou de paternalisme, déguisées en promotion de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté et de la justice peuvent aisément conduire à des crises graves déclenchées par la résistance farouche des parties concernées, a averti le Vice-Président.

M. MOISES OMAR HALLESLEVENS ACEVEDO, Vice-Président du Nicaragua, a considéré qu'il fallait de toute urgence éliminer le colonialisme et cesser les interventions militaires et les agressions, afin de permettre la pleine réalisation du droit à l'autodétermination et le développement des peuples. Abordant la question des changements climatiques, il a estimé que l'Accord de Paris sur le climat n'était pas suffisant. Préoccupé par les températures record sur la planète, il a noté « le peu d'ambition pour réduire les émissions de gaz à effet de serre » et demandé une politique mondiale de compensation pour gérer ce phénomène.

Sur les événements récents dans sa région, le Vice-Président a salué la restauration des relations entre Cuba et les États-Unis mais il a regretté que l'embargo soit encore en place. Il a offert son « plein appui » au Président du Venezuela, M. Nicolas Maduro, et à son gouvernement légitime, « qui continue d'être victime des politiques d'agression et de déstabilisation de l'extérieur ». Il s'est également félicité de la signature des accords de paix entre le Gouvernement colombien et les FARC.

« Porto Rico est latino-américaine et caraïbe », a ensuite affirmé M. Acevedo. Il a demandé à la puissance coloniale de résoudre la situation par le dialogue et la négociation. Il a exprimé sa solidarité avec l'Argentine dans son différend avec le Royaume-Uni sur les îles Malouines, les îles Sandwich du Sud et les îles adjacentes.

Dans le cadre du Système d'intégration de l'Amérique centrale, qu'il préside en ce moment, le Nicaragua travaille de concert avec ses voisins pour combattre le trafic des stupéfiants et la criminalité organisée, a expliqué le Vice-Président. Avec El Salvador et le Honduras, il s'efforce de faire du golfe de Fonseca une zone de paix et de développement.

« Le peuple nicaraguayen a réaffirmé sa confiance dans notre modèle chrétien, socialiste et solidaire », a-t-il assuré. Dans le cadre d'une bonne gouvernance, il a expliqué avoir donné la priorité à la croissance économique, l'emploi, la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'égalité des sexes, la stabilité macroéconomique, la souveraineté et la sécurité, « en harmonie avec la Terre nourricière ».

M. THONGLOUN SISOULITH, Premier Ministre de la République démocratique populaire lao, a déclaré qu'il est impératif de traduire notre engagement politique en actions concrètes. Il a relevé que l'Asie du Sud-Est continue de jouir de la paix et de la stabilité, ce qui crée un environnement favorable au développement socioéconomique des pays de la région. Il a souhaité que la communauté internationale, notamment les partenaires au dialogue de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et d'autres parties externes, continuent de soutenir l'ASEAN et sa place centrale dans l'évolution de l'architecture régionale.

Sur un plan global, il a appelé à améliorer la compréhension que les gens ont des objectifs de développement durable aux plans national, régional et international, afin d'intégrer ces objectifs dans les plans nationaux de développement, et de mobiliser des fonds suffisants pour leur mise en œuvre. Il faut pour cela, a-t-il souligné, un environnement de paix et de stabilité.

Pour sa part, en plus des 17 objectifs de développement durable, le pays a adopté un dix-huitième objectif intitulé « Sauver des vies des munitions non explosées ». Cet objectif qui a été lancé le 7 septembre dernier en présence du Secrétaire général de l'ONU vise à éliminer d'ici à 2030 les menaces que représentent ces munitions pour les populations. Il a souhaité que les conflits qui ont cours dans le monde soient résolus par des voies pacifiques, y compris celui de la Palestine.

M. ANDREW HOLNESS, Premier Ministre de la Jamaïque, a indiqué que son gouvernement mettait en place des stratégies conformes à la Vision 2030 de la Jamaïque et aux objectifs de développement durable pour réaliser sa croissance économique, créer des emplois et réduire la pauvreté. Le Gouvernement a forgé des partenariats renforcés avec le secteur privé et s'efforce d'attirer les investissements directs étrangers.

Le Premier Ministre a mis l'accent sur la situation des pays à revenu intermédiaire hautement endettés comme le sien. La Jamaïque n'a pas le choix, a-t-il dit. Elle doit repayer sa dette. Ce faisant, le Gouvernement est privé de ressources pour opérer les investissements publics susceptibles de stimuler l'activité économique. M. Holness a critiqué le classement arbitraire qui s'opère sur la base du produit intérieur brut (PIB) par habitant et qui empêche les pays à revenu intermédiaire d'accéder à l'aide au développement.

De plus, les réformes structurelles et fiscales qu'ils entreprennent pour éviter de se retrouver endettés à l'avenir ont du mal à démarrer, ce qui crée une sorte de « piège ». M. Holness a considéré qu'il était temps que la communauté internationale prenne une initiative en faveur des pays à revenu intermédiaire, surtout quand ils sont de petite taille ou particulièrement vulnérables face aux changements climatiques.

Comme la plupart des pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale, la Jamaïque est confrontée à la criminalité, qui est concentrée dans certaines communautés et menace le développement durable, a poursuivi le Premier Ministre. Si le Gouvernement joue son rôle pour combattre en priorité ce phénomène, il compte aussi sur la communauté internationale pour agir plus rapidement afin d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. La Jamaïque vient de présider la sixième Réunion biennale des États sur le Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le trafic de ces armes.

Par ailleurs, en tant que pays hôte de l'Autorité internationale des fonds marins, la Jamaïque attache une grande importance à la santé des océans et de mers. M. Holness a appuyé l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'exploitation durables de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

M. MANASSEH SOGAVARE, Premier Ministre des Îles Salomon, a déclaré que son pays a entamé la mise en œuvre des objectifs de développement durable, en intégrant ces derniers dans sa Stratégie nationale de développement 2016-2035. Saluant la tenue cette semaine d'un Sommet sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants, M. Sogavare a estimé que cette manifestation a été l'occasion d'aborder la question des populations déplacées par les changements climatiques. « La communauté internationale doit faire davantage d'efforts pour aider les petits États insulaires en développement à gérer les populations déplacées par les changements climatiques, au moyen d'un mécanisme global », a-t-il déclaré. En tant que Président en exercice du Forum de développement des îles du Pacifique, il a expliqué la démarche du Forum qui, par le truchement d'une approche inclusive entre gouvernements, secteur privé et société civile, s'emploie à faciliter les efforts pour lutter contre les défis du développement durable.

Le Premier Ministre a salué l'Accord de Paris sur le climat qu'il a ratifié et a saisi cette occasion pour lancer un appel au monde développé pour qu'il augmente ses contributions annoncées lors de la COP21. Il a espéré que la COP22 à Marrakech sera l'occasion de consolider les bases de l'Accord de Paris en adoptant des mesures concrètes pour réduire les écarts actuels à l'horizon 2020. Le Ministre a en outre espéré que les pays industrialisés et grands émetteurs de gaz à effet de serre sauront voir l'urgence de la situation, en particulier pour les petits États insulaires en développement, et ratifieront l'Accord de Paris, rappelant que cette année seulement, cinq îles ont été submergées par l'élévation du niveau des océans.

Favorable à l'initiative du Fonds vert pour le climat qui doit déboursier 2,5 milliards de dollars d'ici à décembre 2016, le Ministre a indiqué que grâce à ce Fonds son pays est en train de sécuriser le financement d'une centrale hydroélectrique. Il a également rappelé que la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon (RAMSI) arrivera à son terme en juin 2017 et que son gouvernement est en train de travailler avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande à des arrangements futurs.

M. PAKALITHA BETHUEL MOSISILI, Premier Ministre du Lesotho, qui a rappelé que la sécurité du monde est indivisible, a estimé que l'adoption des objectifs de développement durable, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques puis de l'Accord de Paris représentaient des jalons qui avaient cimenté le rôle des Nations Unies comme seul forum capable de rendre productive la diplomatie collective. Il s'est félicité que le débat général de cette session soit consacré aux objectifs de développement durable un an après leur adoption.

M. Mosisili a ensuite mis l'accent sur les défis spécifiques rencontrés par les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il s'est prononcé pour l'implication de l'ensemble des parties prenantes dans leur réalisation, insistant sur le rôle des jeunes et des femmes et rappelant que ces dernières jouent un rôle essentiel dans les communautés rurales de son pays. Il a souligné que le Lesotho avait adopté une loi qui permet aux femmes d'accéder au crédit et à la terre, et une autre qui facilite l'accès des jeunes aux petites et microentreprises, conformément au rôle important du secteur privé dans le développement.

M. Mosisili a expliqué que la transition de son pays des Objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable n'avait pas été difficile, du fait des nombreuses synergies et complémentarités entre les deux programmes. Il a aussi rappelé les synergies entre le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le Premier Ministre a expliqué que le Lesotho avait adopté une approche innovante et autochtone pour lutter contre le VIH/sida.

Sur le plan international, il rappelé la nécessité de réformer le Conseil de sécurité et apporté son soutien principe d'« une seule Chine », à l'indépendance du peuple du Sahara occidental et à la solution des deux États au conflit israélo-palestinien, sans oublier la ratification par l'État de Palestine des Amendements de Kampala au Statut de la Cour pénale internationale, ce qui permet de rendre la Cour compétente pour les crimes d'agression à compter de 2017.

La grande dialectique de notre temps, a affirmé M. ANTONI MARTÍ PETIT, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, ne réside plus, comme par le passé, dans un conflit entre la droite et la gauche ou dans la politique des blocs, propre à la guerre froide. « La grande dialectique de notre temps réside dans le conflit entre ouverture et fermeture », a-t-il poursuivi, précisant qu'Andorre avait depuis longtemps choisi la première.

Cette ouverture, a souligné M. Martí Petit, se manifeste en premier lieu dans le secteur de l'éducation, « l'axe central » de la politique extérieure de son gouvernement sur le plan multilatéral. Dans ce domaine, a-t-il dit, Andorre s'est engagée à promouvoir la mobilité de tous ses étudiants, d'une part, pour encourager l'échange d'expérience afin d'améliorer la qualité des systèmes éducatifs andorrans et, d'autre part, pour que « les jeunes prennent conscience que leur réalité et leur avenir ne sont pas limités par les frontières des pays où ils sont nés ». M. Martí Petit a également souligné que les Andorrans avaient la « chance » de disposer de trois systèmes éducatifs publics gratuits. Ils peuvent ainsi « choisir librement » entre le système espagnol, le système français et le système andorran. « Cette particularité permet, en elle-même, de créer une communauté de l'enseignement plurielle avec une composante internationale marquée », a-t-il salué.

Le Chef de Gouvernement a également souligné que l'ouverture de son pays se retrouvait sur le plan économique, dans ses « efforts visant à construire une économie mondiale plus coopérative, plus transparente et plus juste ». À ce titre, il a précisé qu'Andorre avait, au cours des dernières années, ouvert son économie aux investissements étrangers; octroyé des droits économiques à tous ses résidents étrangers; et établi un système fiscal analogue à celui d'autres pays, « conformément aux normes internationales ». Conjointement avec Monaco et Saint-Marin, Andorre négocie avec l'Union européenne pour permettre sa pleine participation au marché intérieur européen.

Enfin, M. Martí Petit a déclaré que l'ouverture de son pays s'incarnait dans l'attitude face à la crise actuelle des réfugiés et des migrants en Europe. Qualifiant Andorre de « terre d'accueil » pour de nombreuses familles, il a appelé à éduquer les citoyens au « respect de la diversité » et a insisté sur le besoin d'écrire une « histoire positive » de l'immigration. « Là où le populisme voudrait fermer les frontières, dresser des murs et exacerber la peur de la différence, nous choisissons la dignité des personnes, la réglementation et l'éducation à la diversité », a dit le Chef du Gouvernement d'Andorre.

M. CHARLOT SALWAI TABIMASMAS, Premier Ministre de Vanuatu, s'est félicité des succès du Secrétariat de l'ONU à l'ère de M. Ban Ki-moon dont le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou encore l'Accord de Paris sur le climat. Il a rappelé que les objectifs de développement durable demeurent l'un des instruments clefs pour relever les défis mondiaux mais aussi un instrument de diplomatie préventive qui remplit aussi la promesse faite à l'humanité de respecter les ambitions énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

M. Tabimasmass s'est longuement étendu sur la question des changements climatiques et a félicité les États-Unis et la Chine d'avoir montré la voie en signant l'Accord de Paris, tout en précisant que son pays a déposé mercredi dernier ses instruments de ratification et en se disant fier que les petits États insulaires en développement soient à la tête de la lutte contre les changements climatiques. Il a toutefois rappelé qu'il faudrait une action « audacieuse » pour faire respecter la limite de 1,5 degré d'augmentation de la température mondiale telle qu'énoncée dans l'Accord de Paris.

Le Premier Ministre a appelé à une réforme du Conseil de sécurité pour le rendre plus transparent, plus responsable, plus inclusif, plus pertinent et plus efficace, et à une revitalisation de l'Assemblée générale, souhaitant que ces deux organes choisissent comme prochain secrétaire général une personne « présentant une éthique et une intégrité personnelle irréprochables, qui continuera d'être une lueur d'espoir pour les sans voix ».

M. Tabimasmass a appelé les Nations Unies à travailler avec les organisations régionales de la région du Pacifique dans le cadre d'un partenariat innovant et rappelé que le Pacifique devrait être une zone exempte d'armes nucléaires. Il a insisté sur la protection des océans, précisant que son pays a adopté une politique nationale. Il a présenté des mesures visant à sortir non seulement de la liste des pays les moins avancés (PMA) mais aussi de la « Liste grise ». Il a toutefois ajouté que la communauté internationale devait apporter sur la base de critères raisonnables une assistance aux pays extrêmement vulnérables aux chocs externes, dont fait partie le Vanuatu, du fait notamment des changements climatiques, dont il a détaillé les effets néfastes déjà perceptibles pour le pays.

Enfin, le Premier Ministre a mis l'accent sur la décolonisation, évoquant la question de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française. Il a aussi appelé les Nations Unies à prendre des mesures concrètes en faveur des droits de l'homme en Papouasie occidentale.

M. RALPH GONSALVES, Premier Ministre de Saint-Vincent-et les Grenadines, a déclaré que 2016 avait vu le déclin de l'approche particulièrement « bornée » consistant à donner la priorité

aux intérêts à court terme. La pression en faveur du changement se manifeste également dans les pays les plus riches, s'est-il réjoui. « Le crescendo des voix est maintenant sans frontières ni limites. Il est impossible de l'ignorer plus longtemps », a-t-il averti. Nous devons donc confronter le « chiasme » existant entre nos aspirations idéalistes et nos réalités concrètes. La modernisation mondiale, en tant que concept, système de règles et de normes, et en tant que pratique internationale, est déséquilibrée et intenable. « C'est un système brisé, mais qui est réparable, à condition de se lancer d'urgence dans une transformation ». Reconnaître le potentiel émancipateur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 peut y contribuer, a-t-il jugé, soulignant que son propre pays s'en est inspiré pour lancer par exemple un « Fonds d'affectation faim zéro ».

Attirant l'attention sur les changements climatiques, qui touchent de manière disproportionnée les petits États insulaires en développement comme le sien, le Chef de Gouvernement a expliqué que son pays envisageait, d'ici à 2019, de porter à 50% la part de son bouquet énergétique d'origine géothermique et que 80% en tout seraient des énergies renouvelables. M. Gonsalves a ensuite applaudi la communauté internationale pour avoir adopté l'Accord de Paris, même s'il s'est ému de la mobilisation insuffisante des moyens de financement pour les mesures d'adaptation et d'atténuation, plaidant pour une hausse de l'aide publique au développement (APD).

Le Premier Ministre a par ailleurs dénoncé ce qu'il a qualifié d'« échec honteux » de l'ONU à reconnaître son rôle « indiscutable » dans le déclenchement de l'épidémie de choléra en Haïti, qui aurait fait 10 000 morts et infecté près de 800 000 personnes. Si l'Organisation a fini par le faire le mois dernier, a-t-il dit, elle continue cependant de refuser aux victimes de cette tragédie une indemnisation en invoquant son « immunité », a poursuivi M. Gonsalves, qui a estimé qu'il s'agissait d'une « banqueroute morale » et d'une « lâcheté institutionnelle ».

M. ENELE SOSENE SOPOAGA, Premier Ministre de Tuvalu, a rappelé l'espoir que son pays, le plus petit des États Membres des Nations Unies, place en l'Organisation et s'est dit « immensément encouragé » par le leadership du Secrétaire général, les mesures prises cette semaine par les dirigeants du monde et la bonne volonté de l'humanité. Il a ainsi salué l'adoption de la Déclaration de New York sur les mouvements massifs de migrants et de réfugiés, l'engagement en faveur des objectifs de développement durable et le nombre des ratifications de l'Accord de Paris sur le climat.

Cela dit, a ajouté le Premier Ministre, il faut aller au-delà des mots. Il faut notamment veiller à ce que l'Accord de Paris entre en vigueur. Tous les petits États insulaires en développement souffrent déjà des conséquences des changements climatiques et beaucoup prédisent leur disparition totale. Ce serait inadmissible et honteux pour l'humanité, s'est emporté le Premier Ministre. Les Tuvalu, a-t-il dit, appellent à des efforts pour limiter la hausse de la température de la planète à moins de 1,5°degré par rapport à l'ère préindustrielle. M. Sopoaga a également demandé que la réponse aux mouvements des populations prenne en compte les droits des déplacés par les changements climatiques et a rappelé que son pays avait proposé l'adoption d'une résolution en ce sens par l'Assemblée générale. Il a aussi salué l'action du Secrétaire général en faveur du climat.

Dans le domaine de la paix et la sécurité internationales, M. Sopoaga a encouragé les Nations Unies à rechercher des solutions à long terme, avant de condamner les provocations de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et leurs effets potentiels dans la région du Pacifique. Il a également demandé la réadmission aux Nations Unies de Taiwan, une « vibrante démocratie » dont l'appui aux Tuvalu et à de nombreux autres pays sera important pour la réalisation des objectifs de développement durable.

Aucun pays, petit ou grand, ne pourra réaliser seul ces objectifs, a ajouté le Premier Ministre, qui a rappelé l'importance des « Orientations de Samoa » pour les petits États insulaires en

développement, avant d'expliquer que son pays vient de lancer sa propre stratégie nationale de développement dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a toutefois rappelé que, du fait de leur vulnérabilité, les pays comme Tuvalu avaient besoin de facilités particulières, « pour ne pas être laissés sur le côté ». Il a dit la fierté de son pays d'avoir été partie à tous les grands processus de négociation depuis les Sommets de Rio et a rappelé l'engagement des Tuvalu de produire 100% de leur électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2020.

Le Premier Ministre a toutefois rappelé l'incapacité de pays comme le sien à financer seuls les ajustements nécessaires et a donc salué les mécanismes comme le Fonds vert pour le climat, dont Tuvalu est l'un des deux seuls pays de la région à recevoir des financements. Il a enfin salué la tenue l'an prochain de la Conférence sur les océans, rappelant à cette occasion le rôle joué par les petits États insulaires en développement pour obtenir l'inclusion d'un objectif sur les océans dans le Programme 2030.

M. PATRICE EMERY TROVOADA, Premier Ministre de São Tomé-et-Principe, a déclaré que cet exercice annuel peut être interprété par les peuples comme un acte d'impuissance, le constat étant que les tensions continuent dans le monde, avec leur lot quotidien de souffrances indescriptibles, fruit de conflits anciens, de conflits mal réglés et de conflits nouveaux.

À l'heure où le traitement réservé aux réfugiés qui fuient la faim ou la guerre ou les deux à la fois se heurte à la montée des populismes et des extrémismes, les démocraties des pays riches semblent apporter de fausses réponses aux vrais problèmes, les rendant encore plus complexes, stigmatisant et isolant nos semblables, avec des slogans simplistes et des schémas réducteurs, augmentant les clivages entre peuples, civilisations et cultures.

L'ONU, et particulièrement le Conseil de sécurité, doit se surpasser pour régler définitivement ces conflits qui alimentent le terrorisme, la disparition des États et le désespoir des populations. Dans ce sens, nous attendons, a dit le Premier Ministre, l'adoption urgente du projet de convention générale contre le terrorisme. Il est essentiel que notre Organisation puisse créer des mécanismes plus contraignants pour assurer une solidarité effective avec les victimes des guerres et du terrorisme et forcer des solutions aux conflits anciens et récents, en particulier le conflit israélo-palestinien, le conflit syrien, le conflit libyen et les implantations des groupes terroristes au Sahel.

Le prix à payer pour ces conflits nous oblige à déployer une politique de prévention pour que d'autres points de conflits ne surgissent pas et à veiller à ce que le respect de l'intégrité de la personne humaine soit assuré en permanence par les États, ainsi que le droit à la liberté d'expression et à des élections régulières justes et transparentes, et les engagements pris au sortir des crises.

São Tomé-et-Principe est une jeune démocratie qui fonctionne depuis près de 26 ans et qui vient en août dernier encore une fois d'élire démocratiquement son quatrième Président. État insulaire, deuxième État le plus petit d'Afrique, sans ressources minières, le pays a néanmoins fait de notables progrès en matière de développement humain, avec un taux de scolarisation supérieur à 97%, une couverture d'électricité de plus de 60%, un taux de pénétration d'Internet en croissance exponentielle, un taux de paludisme parmi les plus faibles en Afrique et des avancées reconnues en matière de gouvernance et de climat des affaires.

Si le défi démocratique et de stabilité politique est assuré par la solidité de nos institutions, le dynamisme de notre société civile et le bon sens de notre classe politique, pouvoir et opposition confondus, cela ne représente pas nécessairement un bonus en matière économique, notamment en ce qui concerne la captation de financements longs nécessaires à l'édification des infrastructures structurantes pour accueillir les investissements privés générateurs d'emplois pour les jeunes, de richesses et de revenus fiscaux pour l'État.

Cela nous amène à considérer qu'il n'y a pas d'acquis démocratiques pérennes s'il n'y a pas de croissance économique soutenue quand vous avez 60% de votre population en dessous de l'âge de 20 ans. Nous invitons les nations développées à faire en sorte que leur engagement sur le financement du développement durable soit respecté à travers, entre autres, les divers mécanismes annoncés depuis la réunion d'Addis-Abeba sur le financement du développement en juillet 2015, et durant la COP21 à Paris.

« L'impulsion universelle pour transformer le monde » est possible essentiellement grâce à la mobilisation financière. Cette manne financière capable d'électrifier le continent, d'irriguer les champs, de combattre les maladies endémiques et la faim, et d'encourager la formation professionnelle, elle existe, nous la côtoyons tous les jours sur le marché des capitaux et dans la presse économique et financière, d'où la nécessité de passer aux actes.

L'accès au crédit pour le développement reste la seule réponse et elle permettra également de relancer l'économie globale avec les conditionnalités nécessaires à l'atténuation des risques, à la bonne gouvernance et à la lutte contre les flux financiers illégaux.

Mme DELCY ELOÍNA RODRÍGUEZ GÓMEZ, Vice-Présidente et Ministre des affaires étrangères du Venezuela, a rappelé que son discours avait lieu dans la maison sacrée du système multilatéral qui a élaboré les principes fondamentaux des relations internationales entre États souverains et égaux, avant d'insister sur l'attachement de son pays aux principes de la Charte, y compris le droit des peuples à l'autodétermination, à la souveraineté, à l'indépendance et l'intégrité territoriale des États, tous principes sans lesquels il ne saurait y avoir de coexistence pacifique entre États dans un système multipolaire. Membre du Conseil de sécurité depuis janvier 2015, le Venezuela a veillé à faire respecter ces principes.

Rappelant que le Programme de développement à l'horizon 2030 a été adopté il y a un an, Mme Rodríguez Gómez a estimé que le principal obstacle à leur réalisation était le système capitaliste, à l'origine d'un mode de consommation qui a, selon les mots du pape François, transformé la planète en une grande décharge publique et qui s'entretient grâce à l'extension de toutes les formes de violence. Elle a accusé les États-Unis d'être le principal exportateur de la violence dans le monde. Le Venezuela, a-t-elle ajouté, condamne le terrorisme sous toutes ses formes, à la différence des « centres hégémoniques de pouvoir » qui prétendent établir une division artificielle entre « bon » terrorisme quand il déstabilise les gouvernements qui ne sont pas alignés sur leurs positions et « mauvais » terrorisme quand, par effet de boomerang, il fait de leur propre population des victimes. « Le capitalisme est une formule mortelle pour la paix », a poursuivi Mme Rodríguez Gómez, qui a dénoncé une augmentation disproportionnée de l'écart entre riches et pauvres et ajouté que, dans 60 à 80% des pays, dont le Venezuela, il n'existe pas de classe moyenne.

Mme Rodríguez Gómez a réaffirmé le droit du peuple palestinien à un État avec Jérusalem-Est pour capitale et a demandé que la Palestine soit admise aux Nations Unies comme État de plein droit. Elle a aussi réclamé la fin de la colonisation israélienne et la levée complète du blocus de Gaza. La Vice-Présidente a ensuite dénoncé les mensonges qui ont servi de prétexte à l'invasion de l'Iraq en 2003, ainsi que l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011. Elle a affirmé que la Syrie livrait un combat frontal contre le terrorisme, dont le peuple syrien est la principale victime, ajoutant que la solution à la tragédie humanitaire du peuple syrien passe par la défaite du terrorisme et une solution politique et pacifique. Elle a également salué la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, louant la résistance du peuple cubain face « au terrorisme d'un État du Nord qui prétendait attaquer un modèle de développement ».

La Vice-Présidente a également demandé une réforme des principaux organes des Nations Unies, et notamment du Conseil de sécurité, qui devrait inclure des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, ainsi qu'un renforcement de l'autorité de l'Assemblée générale. Elle a dénoncé une utilisation sélective des droits de l'homme pour justifier

l'interventionnisme dans certains pays. Elle a accusé les États-Unis de chercher à affaiblir la souveraineté nationale du Venezuela et sa désintégration territoriale, avant de mettre en valeur les résultats obtenus par le modèle de développement vénézuélien en matière d'éducation, de santé, de réduction de la faim et de la pauvreté.

Après la mort du Président ouzbek, Islam Karimov, le Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, M. ABDULAZIZ KAMILOV, a passé en revue les initiatives politiques que ce dernier avait proposées ou soutenues au cours de ces 25 dernières années comme la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale ou encore les moyens de surmonter la catastrophe écologique de la mer d'Aral. Il a rappelé qu'au cours des 11 dernières années, le PIB de son pays avait augmenté de pas moins de 8% chaque année et que l'Ouzbékistan a fait des progrès significatifs dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Ministre a assuré que son pays allait poursuivre sa politique étrangère qui vise à protéger et à promouvoir les intérêts nationaux et, comme l'a déclaré le Président par intérim, M. Shavkat Mirziyoyev, à cultiver l'amitié et une coopération constructive avec les autres pays sur la base du respect mutuel, de l'égalité souveraine et de la prise en compte des intérêts d'autrui. L'Ouzbékistan reste un fervent défenseur du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et du règlement pacifique des différends. Le pays a fait le choix clair de rester à l'écart des blocs et des alliances militaires, de refuser toute base militaire étrangère sur son territoire et de s'abstenir de déployer ses troupes au-delà de ses frontières.

Le Ministre a dit ne pas voir de solution à court terme aux problèmes de l'Afghanistan, et a estimé que seul un accord interafghan et des négociations pacifiques entre les principales parties, sous les auspices des Nations Unies et sans conditions préalables, pourrait offrir une issue. En attendant, les pays donateurs et la communauté internationale doivent continuer à soutenir l'Afghanistan pour y améliorer la situation économique et sociale. Pour le Ministre, la paix en Afghanistan apportera des avantages tangibles à tous les pays eurasiens. Par conséquent, il a invité la communauté internationale à voir l'Afghanistan non pas comme une source de problèmes régionaux mais plutôt comme une opportunité stratégique unique et capable de briser le statu quo une fois pour toutes. Il s'agit de jeter les bases d'une action multilatérale au service de la prospérité commune de la région, a-t-il souligné.

Le Ministre s'est également attardé sur la protection de l'environnement, et notamment sur la tragédie de la mer d'Aral qui représente « une menace directe au développement durable de la région et à l'avenir des peuples qui y vivent ». L'Ouzbékistan adhère à la position de principe sur la gestion de l'eau et de l'énergie en Asie centrale. Ces questions doivent être traitées conformément au droit international qui garantit une répartition équitable des ressources et la prise en compte des intérêts de tous les pays de la région, a expliqué le Ministre.

M. GUILLAUME LONG, Ministre des affaires étrangères et de la mobilité humaine de l'Équateur, a rappelé que son peuple avait rejeté massivement « l'idéologie néolibérale » dominante au profit d'une redistribution des richesses et d'un accès gratuit aux services de base, « pour fonder une démocratie vivante et souveraine ». Le concept de pouvoir ne concerne pas seulement le financier et le militaire, il concerne aussi « l'hégémonie » sur certaines idées, a-t-il dénoncé. Depuis la périphérie, depuis l'hémisphère Sud, nous devons essayer de nous frayer un chemin différent, a-t-il affirmé. Ainsi, le développement est avant tout un problème politique. Les inégalités en Amérique latine sont les plus prononcées au monde, a affirmé M. Long, pour qui la réalisation du développement passe par l'abandon de la dépendance excessive aux matières premières et le lancement d'une véritable transformation de l'appareil productif. Pour diversifier nos économies, il faut cesser de faire « ce qu'ils nous disent de faire », a-t-il préconisé, déplorant qu'un tiers de l'économie soit dissimulé dans des paradis fiscaux. « Imaginez un peu le dynamisme que l'on pourrait insuffler à notre économie si nous pouvions réinjecter de tels capitaux », a-t-il dit. Le Chef de la diplomatie équatorienne a appelé à

la création d'un organe intergouvernemental onusien pour « la justice fiscale ». Il a annoncé que l'Équateur organiserait en février 2017 un référendum pour demander à son peuple s'il est d'accord pour que des fonctionnaires possèdent des comptes bancaires offshore.

« Autre concept souvent soumis à des manipulations politiques: les droits de « l'homme », a estimé le Ministre, qui a rappelé que la Constitution de son pays serait la première à reconnaître les « droits de la nature ». Il a par ailleurs estimé qu'il est impossible de parler de garanties de droits de l'homme sans réduire la pauvreté dans le monde. Déplorant la marée noire qui a pollué un affluent de l'Amazonie en 2013 à la suite de la rupture d'un oléoduc, M. Long a réitéré son appel à un « instrument juridiquement contraignant sur les multinationales et les droits de l'homme ». « Dans le monde d'aujourd'hui, il existe des tribunaux lorsque, supposément, on nuit aux intérêts des entreprises, mais étrangement lorsque ces entreprises nuisent aux humains et à l'environnement, il n'y a rien, a-t-il ironisé.

L'heure est venue de parler de démocratisation des Nations Unies, a poursuivi le Ministre, qui fustigé le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité et a voulu que l'on finalise les négociations qui visent à réformer le système des Nations Unies. Il faut également engager une réflexion pour pallier ce système où un petit groupe de pays prend des décisions qui affectent l'ensemble des États Membres. « Nous devons dépasser cet ordre mondial, dans lequel il existe des États de deuxième classe et de troisième classe », et continuer de convaincre les élites de reconnaître le suffrage universel, « aussi bien lorsque cela leur convient que lorsque cela ne leur convient pas ».

M. ELMAR MAHARRAM OGLU MAMMADYAROV, Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, a annoncé d'emblée que son pays avait adopté une stratégie de développement nationale qui prend en compte les objectifs de développement durable et poursuit les programmes de grande envergure pour améliorer la gouvernance, la croissance durable, le renforcement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme et pour faciliter l'accès aux services publics. Malgré la chute du prix du pétrole et la crise économique mondiale, l'Azerbaïdjan a réussi à maintenir sa croissance économique. Le Ministre a également rappelé que cette année, son pays avait été élu au Conseil économique et social pour la période 2017-2019 avec 176 voix sur 184.

Abordant la question du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Ministre a affirmé qu'il n'y avait pas eu de progrès substantiels depuis le dernier débat général: « l'Arménie continue d'occuper des territoires de l'Azerbaïdjan, y compris la région de Nagorno-Karabakh et sept districts adjacents, en violation flagrante du droit international et des résolutions 822, 853, 874 et 884 adoptée en 1993 par le Conseil de sécurité ». Le Ministre a passé en revue les conséquences économiques et humanitaires de cette situation pour son pays et regretté que les politiques et pratiques arméniennes dans les territoires occupés azerbaïdjanais sapent toute possibilité de règlement politique de ce conflit et posent une menace à la paix, la sécurité et la stabilité de la région. Il a réitéré le point de vue de son pays selon lequel cette présence illégale des Forces armées arméniennes est un facteur de déstabilisation majeur qui a le potentiel de dégénérer avec des conséquences imprévisibles à tout moment.

Le Ministre a reproché à l'Arménie de ne pas s'engager dans des négociations de bonne foi, de ne pas respecter le cessez-le-feu de 1994 et de refuser de retirer ses troupes d'Azerbaïdjan. Il a exigé que l'Arménie mette un terme aux provocations qui touchent des civils et aux mutilations infligées aux soldats azerbaïdjanais tombés, comme cela a été le cas en avril dernier. Compter sur le statu quo et les provocations armées est une grave erreur de calcul, a prévenu le Ministre. Ces tentatives hypocrites d'induire la communauté internationale en erreur sur les causes profondes du conflit en se présentant en victime sont vouées à l'échec », a-t-il ajouté. Il a insisté sur le fait que ce conflit ne peut être réglé que sur la base de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de son pays dans les frontières internationalement reconnues.

M. RAYMOND TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé que son pays avait choisi d'intégrer les objectifs de développement durable dans son plan stratégique de développement national, dont l'opérationnalisation se fera à travers des plans quinquennaux, le premier portant sur la période 2017-2021. Dans ce premier plan quinquennal, la priorité revient à l'amélioration du capital humain, en prenant en charge la problématique du dividende démographique qui requiert une étroite collaboration entre divers acteurs, tant au niveau national qu'international, en vue de garantir une croissance forte et inclusive.

Sur le plan, politique, a poursuivi M. Tshibanda N'tungamulongo, la RDC est entrée dans une phase cruciale de décentralisation administrative afin de permettre une gestion de proximité des préoccupations de la base. « Chacune des 26 nouvelles provinces est à présent dotée des autorités que sa population s'est choisie à l'issue des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs qui ont eu lieu en mars et avril derniers. Cette « nouvelle expérience démocratique » se poursuivra avec l'élection des autorités locales qui auront lieu en même temps que les élections présidentielle et législatives nationales et provinciales.

« La RDC a en effet levé une option irréversible de ne permettre l'accès au pouvoir d'État que par les élections », a déclaré le Chef de la diplomatie congolaise. « Aussi voudrais-je réaffirmer, de la manière la plus solennelle, qu'en dépit du retard enregistré dans leur préparation, les élections générales initialement prévues pour la fin de cette année seront bel et bien organisées, aussitôt que les conditions techniques le permettront. Plusieurs défis doivent en effet être préalablement relevés pour permettre l'organisation d'élections libres, transparentes, crédibles et apaisées, par la Commission électorale nationale indépendante qui, constitutionnellement, en détient la compétence exclusive », a-t-il précisé.

C'est pour parvenir, « ensemble et de manière consensuelle », à relever de tels défis que des représentants de la majorité présidentielle, de l'opposition politique et de la société civile sont réunis depuis un peu plus de deux semaines, dans le cadre du Dialogue politique national inclusif, sous une facilitation de l'Union africaine, avec l'appui d'un Groupe de soutien international, a expliqué le Ministre. « Le droit d'élire et d'être élu est un droit fondamental tant pour les Congolais résidant dans le pays que pour ceux de la diaspora. Un défi majeur que pose l'exercice de ce droit est celui de l'inclusivité du fichier électoral. À ce sujet, il y a lieu de saluer l'important travail d'enregistrement des électeurs qui a débuté le 31 juillet 2016 et qui donne la possibilité d'être éligible et électeur à plus de 14 millions de Congolais, soit le tiers du corps électoral, qui n'auraient autrement pu jouir de ce droit.

« Le Dialogue politique national en cours en RDC, processus de résolution pacifique des divergences entre Congolais, en vue de l'organisation des élections devrait donc bénéficier du soutien de tous et ceux des acteurs politiques qui n'y participent pas encore, être encouragés à le faire. En revanche, tout recours à la violence devrait être condamné et les auteurs sanctionnés, de même que toute incitation à l'insurrection. »

Après avoir affirmé que les droits humains, et en particulier ceux de la femme, font du chemin en RDC, le Ministre congolais a évoqué la Mission des Nations Unies déployée dans son pays (MONUSCO), dont le mandat a été prorogé jusqu'au 31 mars 2017. Tout en saluant cet accompagnement, mon gouvernement, a-t-il dit, note qu'à la faveur de la réforme du secteur de la sécurité, les Forces nationales congolaises s'acquittent, avec de plus en plus de compétence et d'efficacité, de leurs missions de protection du territoire national et de sécurisation des populations et de leurs biens. Il compte donc sur le dialogue stratégique avec l'ONU pour parvenir à une réduction progressive des effectifs de la MONUSCO et à la transformation subséquente de la Mission.

Droits de réponse

Le représentant du Royaume-Uni a répondu à Maurice, affirmant qu'il n'avait aucun doute sur la souveraineté britannique sur l'archipel des Chagos, reconnue par tous. Le Royaume-Uni ne considère pas que la Cour internationale de Justice soit le lieu approprié pour régler la question et continuera d'avoir des contacts bilatéraux avec Maurice pour traiter de cette question.

Son homologue de l'Ukraine a répondu à la Fédération de Russie, en précisant que la situation actuelle de l'Ukraine a été provoquée par les ambitions russes, à commencer par l'annexion illégale de la Crimée, puis le soutien aux séparatistes de l'est du pays. L'Ukraine demande à la Fédération de Russie de mettre fin à son agression.

Au Venezuela et à Saint-Vincent-et-les Grenadines, le représentant du Brésil a répondu qu'il est sain d'avoir en Amérique latine, des gouvernements d'orientation politique différente. L'important est que ces pays puissent travailler ensemble.

Le représentant de l'Arménie a qualifié de mensonges les propos tenus par l'Azerbaïdjan. « Le Haut-Karabakh n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan et n'en fera jamais partie », a-t-il asséné, en parlant d'un territoire qui a été cédé selon lui par le « parti communiste bolchévique ». L'Azerbaïdjan n'aura jamais accès au potentiel économique de cette région, a promis le représentant, en exhortant ce pays à cesser les violations des droits de l'homme et les « glorifications au plus haut niveau politique » des auteurs de ces crimes.

Son homologue de l'Azerbaïdjan a réaffirmé que l'Arménie avait déclenché une guerre contre son pays et mené une purification ethnique en expulsant des populations azerbaïdjanaises. Il est établi, a-t-il argué, que l'Arménie a violé le droit international dès 1992, en perpétrant le massacre de Khojaly et en expulsant des populations civiles. Le Conseil de sécurité a exigé le retrait immédiat et sans conditions de toutes les forces arméniennes du Haut-Karabakh, a-t-il souligné, accusant l'Arménie de ne pas démontrer la volonté politique nécessaire dans les négociations bilatérales.

Le représentant de l'Arménie a contesté les propos de son homologue de l'Azerbaïdjan et accusé ce pays d'être en réalité responsable du massacre de Khojaly. Si l'autodétermination est un droit, alors les populations du Haut-Karabakh peuvent l'exercer.

Réagissant à ces propos, le représentant de l'Azerbaïdjan a dit que l'Arménie n'avait aucune légitimité à conjecturer sur ce droit, alors qu'elle a commis des massacres. L'Arménie porte la responsabilité de la situation actuelle, a-t-il tranché.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.